

VENDREDI 6 MARS 2015

« Voir » la fin de la civilisation industrielle.

- = Pourquoi nous avons déjà franchi 4 des 9 barrières qui nous séparent de la destruction de la planète p.1
- = Les gens ne voient que ce qu'ils sont prêts à accepter p.5
- = Marchés actions : le krach est-il proche ? (Bill Bonner) p.8
- = Pétrole : mort du marché et guerre des prix p.10
- = L'addiction au pétrole p.12
- = Les craintes d'une désintégration de la zone euro ont brusquement augmenté p.18
- = L'euro au plus bas : le Nord doublement gagnant ? p.19
- = De 'Grexit' à 'Graccident': les Grecs sont-ils sur la voie d'une sortie de l'euro? p.20
- = Contenir le réchauffement à +2°C, c'est programmer une sortie des énergies fossiles p.22
- = 1600 milliards de dollars : le coût astronomique d'une décennie de guerre contre le terrorisme p.26
- = "On a renfloué la Grèce pour sauver les banques françaises et allemandes" ! p.31
- = Dénonciateurs: bénis, hués? (Myret Zaki) p.32
- = La politique monétaire de la BCE : géniale, rationnelle, ou nuisible ? p.34
- = Trafic maritime: le Baltic Dry Index atteint son plus bas niveau **depuis 30 ans** p.39
- = Le Mexique : entre glorifications et silence médiatique p.40
- = [Pétrole au Québec] : Les initiés de Junex font preuve d'optimisme p.49



Pourquoi nous avons déjà franchi 4 des 9 barrières qui nous séparent de la destruction de la planète

Atlantico.fr 8 février 2015



Réchauffement climatique, utilisation des sols, perte de la biodiversité, perte de nutriments dans les sols liée à l'utilisation de phosphore et d'azote : l'activité humaine met en danger l'équilibre de l'écosystème

planétaire, nous avertissent les scientifiques.

En 2009, une équipe de chercheurs internationaux faisait date en publiant dans *Nature* un article intitulé « Un espace sécurisé pour l'activité humaine », dans lequel ils identifiaient et quantifiaient ce qu'ils appelaient des « limites planétaires ».

Au nombre de dix (dont deux regroupées en une), ces limites visent à déterminer des seuils globaux au-delà desquels les dégradations environnementales planétaires ne permettraient plus aux activités humaines de se poursuivre. L'idée est que les conséquences de cette activité humaine pourraient mettre un terme à la stabilité de l'écosystème qu'a connue la planète depuis 10.000 ans, et qui aurait duré encore plusieurs millénaires si la révolution industrielle n'était pas venue chambouler tout cela, écrivait à l'époque l'[Institut Inspire](#).

Concrètement, ces limites consistaient en des seuils appliqués à certaines activités et processus : par exemple, le taux de concentration en CO2 dans l'air.

Les dix limites sont l'érosion de la biodiversité, les changements climatiques, l'acidification des océans, le trou de la couche d'ozone de la stratosphère, les cycles biogéochimiques (azote et phosphore, comptabilisées comme deux limites différentes), l'utilisation de l'eau douce, le changement de vocation des terres, la pollution chimique et la teneur de l'atmosphère en aérosols, cite *Planète Viable*, qui propose en 2013 un tableau résumant les indicateurs.

image: http://www.atlantico.fr/sites/atlantico.fr/files/u9698/2015/02/limites-planetaires_tableau-pv.jpg

Processus de la biosphère		Indicateur	Limites proposées ¹	Valeur actuelle ¹	Valeur pré-industrielle ¹
Érosion de la biodiversité		Rythme d'extinction des espèces [nombre d'espèces disparues par million d'espèces et par an] ²	10	> 100	0,1-1
Changement climatique		Concentration atmosphérique de CO ₂ [ppmv] ³	350	387	280
		Forçage radiatif [W/m ²] ³	1	1,5	0
Cycles biogéochimiques	Azote	Quantités de N ₂ retirée de l'atmosphère pour les activités humaines [millions de tonnes/an]	35	121	0
	Phosphore	Quantité de P déversé dans les océans [millions de tonnes/an]	11	8,5-9,5	-1
Acidification des océans		État moyen de saturation de l'aragonite dans les océans [sans unité] ⁴	2,75	2,90	3,44
Trou de la couche d'ozone		Concentration en ozone stratosphérique [unité Dobson] ⁵	276	283	290
Surconsommation de l'eau douce ⁶		Consommation en eau douce [km ³ /an]	4 000	2 600	415
Changement de vocation des terres		Pourcentage de terres converties en terres agricoles	15	11,7	Faible
Présence d'aérosols atmosphériques		Concentration globale de particules	Indéterminé		
Pollution chimique		Quantité déversée (ou concentration dans l'environnement) de <ul style="list-style-type: none"> • Polluants organiques • Matières plastiques • Perturbateurs endocriniens • Métaux lourds • Déchets nucléaires 	Indéterminé		

Lors de la publication de l'article, les limites de trois systèmes (taux de perte de biodiversité, changement climatique et l'influence humaine sur le cycle de l'azote), avaient déjà été dépassées.

Une mauvaise nouvelle est tombée mi-janvier, dans la revue *Science* : une quatrième limite a été franchie. Il s'agit de l'utilisation des sols.

Les chercheurs estiment ainsi qu'il faudrait conserver 75 % de couvert forestier dans les zones auparavant forestières. Or, ils estiment qu'au niveau mondial, le taux moyen actuel est à environ 60 %.

L'utilisation du phosphore dépasse la limite critique

Le taux d'utilisation de phosphore, qui compte comme la moitié d'une limite, a aussi été dépassé. « Le précédent article tirait déjà la sonnette d'alarme concernant le cycle de l'azote, en montrant que nous avons déjà dépassé la limite de l'acceptable, mais il considérait que dans le cas du phosphore, nous nous approchions de la limite sans toutefois la dépasser », explique au *Monde* Philippe Hinsinger, chercheur (Institut national de la recherche agronomique – INRA) au laboratoire Eco & Sols (Montpellier Supagro,

Institut de recherche pour le développement, Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement, INRA), spécialiste des cycles biogéochimiques et qui n'a pas participé à l'étude.

C'est maintenant chose faite, notamment à cause de l'agriculture intensive. A l'échelle planétaire, « les quantités additionnées d'azote et de phosphore induites par les activités humaines sont si grandes qu'elles perturbent de façon significative les cycles globaux de ces deux éléments importants » expliquent les chercheurs.

Les limites déjà dépassées en 2009

Lors de la première publication de l'étude, le changement climatique, l'appauvrissement de la biodiversité et le flux d'azote avaient dépassé un seuil ou il risquait de se produire des basculements potentiellement irréversibles.

Ainsi, la perte de biodiversité à l'échelle planétaire est estimée à un niveau 100 à 1000 fois supérieur à une extinction qui pourrait être considérée comme naturelle. Cette perte a un véritable impact sur l'activité humaine, explique [Vedura](#) : « l'extinction d'espèces augmente la vulnérabilité d'écosystèmes terrestres et aquatiques, en ayant des effets sur l'acidité de l'océan et le changement climatique », écrit le site.

Concernant le climat, les auteurs estiment que la concentration atmosphérique de dioxyde de carbone (CO₂) ne doit pas dépasser une valeur située entre 350 parties par million (ppm) et 450 ppm. Le seuil de 400 ppm a été [franchi en 2014](#), alors que la concentration n'était que de 315 ppm en 1958, quand elle a été mesurée pour la première fois.

Les limites restantes

C'est une bonne nouvelle, mais pour combien de temps ? L'utilisation d'eau douce, l'intégrité de la couche d'ozone et l'acidification des océans sont encore – en moyenne mondiale – sous la barre critique. L'acidification des océans est néanmoins très proche de la limite, observe-t-on.

Pour la pollution chimique et la teneur de l'atmosphère en aérosols, c'est plus compliqué : les chercheurs n'ont pas encore réussi à déterminer des limites.

Si, comme l'écrivait en 2009 Planète viable, « la valeur attribuée aux limites

planétaire revêt un aspect un peu arbitraire », le concept a au moins le mérite de faire comprendre que l'on ne peut continuer de détériorer continuellement l'environnement.

Les gens ne voient que ce qu'ils sont prêts à accepter



Jesse
Le Café Américain

Publié le 06 mars 2015

« Nous pourrions dire avec certitude qu'il ne serait pas un mal que les hommes d'Etat tirent suffisamment de leçons de l'Histoire pour réaliser qu'aucun système qui ait un jour impliqué le contrôle de la société par certains privilégiés ne s'est terminé autrement que par un effondrement ».

William E. Dodd, ambassadeur des Etats-Unis, *Adresse à la Chambre américaine du commerce à Berlin, 1933*

« Nos analystes et nos experts, si ce n'est que ceux qui disposent de plateformes

publiques importantes, sont des courtiers. Nous sommes captivés par le théâtre politique et sommes constamment dépouillés de nos pouvoirs. Mais il ne s'agit que d'un rideau de fumée, de tours de magie et d'escroqueries dont l'objectif est la tromperie...

Une culture qui ne comprend par l'entrelacs vital entre la vertu et le pouvoir, qui confond techniques de gestion et sagesse, et ne comprend pas qu'une civilisation se mesure par sa compassion et non par sa capacité à consommer, se condamne elle-même à la mort ».

Chris Hedges, *Empire of Illusion: The End of Literacy and the Triumph of Spectacle*

« Les gens ne voient que ce qu'ils sont prêts à accepter ».

Ralph Waldo Emerson

Pourraient-ils être moins discrets encore lorsqu'ils bombardent le marché d'ordres

de vente pour forcer le prix à la baisse ? Un excellent moyen de collecter des positions

à découvert sur les sociétés minières, entre autres, comme l'a aujourd'hui noté quelqu'un sur Bubblevision.

Ils n'ont pas la moindre considération, parce qu'ils font ce qu'ils veulent, et personne ne dénonce leurs actes.

Personnellement, je n'échangerais pas de contrats à terme sur l'or ou l'argent sur le Comex dans un tel environnement. J'ai participé à des marchés assez complexes dans les années 2000 et ai beaucoup profité de la vente agressive de contrats à terme sur les actions.

Mais lorsque je vois ce qui se passe aujourd'hui, je me dis que les règles et régulations ont été tant captivées par une poignée de gros joueurs qu'il n'est plus sensé aujourd'hui pour un investisseur de s'en approcher. C'est mon opinion personnelle. A chacun de s'en faire une.

Aux Etats-Unis, le rapport sur les emplois non-agricoles ont eu de meilleurs résultats que prévu. Beaucoup d'analystes se sont retrouvés déboussolés parce qu'ils s'attendaient à ce que les chiffres s'e retournent à ce qu'ils étaient l'an dernier. Je n'en dirais pas plus pour le moment, puisque je n'ai pas eu le temps d'étudier la situation et de constater de moi-même ce qui s'est vraiment passé.

Mais si la Fed voulait une couverture pour pouvoir changer quoi que ce soit en mars et faire grimper les chiffres en juin pour se donner une marge dans l'éventualité où les taux baissaient si ses politiques échouaient (encore), alors voici une parfaite opportunité.

Il est évident que la Fed se charge par défaut des politiques publiques. Le problème est évidemment sa volonté d'utiliser sa propre capacité d'autofinancement, d'empocher les gains tirés de la création monétaire et de vendre de la dette souveraine pour financer ses dépenses avant de verser ce qui en reste au Trésor.

La Fed s'enfonce dans un marécage de politiques qui a été créé par un Congrès corrompu et servile qui a perdu toute volonté de gouverner et est devenu plus une activité de pillage provisoire.



C'est pourquoi nous nous contenterons d'attendre ces prochaines semaines de voir arriver les philosophes de la Fed et d'entendre ce qu'ils auront à dire, avec le spectacle grotesque du Congrès comme toile de fond. Les Américains aiment ignorer les développements internationaux, mais l'Ukraine et la Grèce continueront de peser lourd sur les financiers.

Et comme toujours, au cas où vous l'auriez oublié, nous sommes en pleine guerre des monnaies. Quand elle s'intensifiera, les privilégiés mentiront et voleront.

Je l'ai déjà répété plusieurs fois, il se peut que les métaux fluctuent aujourd'hui. Je crois que les gros joueurs deviennent nerveux, et quand les princes trop dorlotés deviennent nerveux, ils ont tendance à tailler dans le tas.

Poutine s'est réuni avec Hollande et Merkel à Moscou, et les Etats-Unis et le Royaume-Uni s'inquiètent de les voir négocier un contrat avec la Russie et ne pas maintenir le « front unifié de l'OTAN ».

Et puis n'oublions pas la Grèce. Un petit peuple qui a dit haut et fort en avoir assez. Et ceux qui recherchent le pouvoir global font tout pour contenir ce mouvement.

Il faut dire que les Grecs pourraient en inspirer d'autres. Comme le Président Snow l'a dit dans Hunger Games :

« L'espoir. Il est le seul à vaincre la peur. Un peu d'espoir est efficace, mais trop d'espoir est dangereux. Une étincelle est un bénéfice, tant qu'elle est contenue. Alors, contenez-la ».

Marchés actions : le krach est-il proche ?

06 mar 2015 | [Bill Bonner](#) | [La Chronique Agora](#)

▪ Où est notre vieux drapeau d'Alerte au Krach, en lambeaux, couvert d'ecchymoses ?

Depuis 2009, nous l'avons hissé à plusieurs reprises. Et à plusieurs reprises, il a échoué à nous donner un signal utile.

Mais nous allons le sortir une nouvelle fois... et le laisser flotter, légèrement penaud, dans la tiédeur de l'air argentin.

Pourquoi ? Est-ce que nous savons si un krach arrive ? Non, bien sûr que non. Notre drapeau est-il un bon indicateur de ce qui va arriver ? Non, apparemment non.

Mais nous le considérons comme les fanions d'alerte aux requins qu'on voit sur les plages d'Australie (le seul pays au monde dont un chef d'Etat a été mangé par un squal). Ce drapeau ne signifie pas qu'on ne peut pas aller nager. Mais si un requin vient vous croquer, c'est votre propre faute, ma foi !

Et pourquoi levons-nous le drapeau à nouveau aujourd'hui ?

Eh bien, les valorisations sont si insensées (par rapport à la situation économique sous-jacente) que l'analyse Albert Edwards, de la Société Générale, se demande s'il n'a pas lui aussi perdu la tête :

La question à 64 000 \$ n'est pas si, mais plutôt quand les investisseurs vont-ils réaliser ce qui se passe ?

“Nous sommes à une étape du cycle où je commence à douter de ma propre lucidité. J'ai déjà connu cela, cependant ; je sais très bien comment cette histoire se termine — et cela n'implique pas que je me retrouve dans un établissement psychiatrique (généralement). Le ralentissement des profits US s'aggrave et ce n'est pas seulement un phénomène lié à l'énergie ou au dollar US — une large part des données économiques américaines ont été décevantes en février. L'une des surprises positives, la masse salariale, est un indicateur retardé. La question à 64 000 \$ n'est pas si, mais plutôt quand les

investisseurs vont-ils réaliser ce qui se passe ?”

Hier, nous avons examiné quelque chose de si contre-intuitif, si contrarien, si inhabituel, que de nombreux lecteurs ont pensé que la folie nous avait atteint aussi. Ils nous ont conseillé de retourner bien vite “dans le cadre”.

Mais l’un des avantages d’être ici en Argentine, loin de toute civilisation, c’est que nous ne pouvons pas trouver le cadre. Nous sommes largement en retard sur l’actualité et coupé de l’opinion populaire.

▪ **Le véritable effet des politiques des banques centrales**

Cela nous a mené à réfléchir sur la manière dont nous — et quasiment tout le reste du monde — avons mésestimé l’effet des politiques des banques centrales. Comme nous l’avons mentionné hier, les autorités ne sont pas en train d’”imprimer de l’argent”. Pas plus qu’elles ne stimulent l’économie. Au lieu de ça, elles fournissent du crédit à l’industrie financière et à la partie la plus riche de la population. Les entreprises utilisent le crédit pour racheter leurs propres valeurs — février a été un record en la matière.

Tel est l’effet du crédit bon marché : il fait grimper les prix des actifs. Il encourage la spéculation et l’imprudence. Il n’augmente pas les prix à la consommation, pas plus qu’il n’aide l’économie réelle.

C’est pour cette raison que les riches deviennent plus riches : parce que les prix des actifs grimpent. Et c’est pour ça que les pauvres deviennent plus pauvres : parce que l’investissement réel — celui qui produit des emplois et des revenus — baisse.

Curieusement, même Alan Greenspan, désormais libre de dire la vérité, l’a dit :

Le plus gros problème de notre économie est un manque d’investissement réel

“Le plus gros problème de notre économie est un manque d’investissement réel”.

Au lieu de l’investissement patient et sensé qu’on observerait lors d’un authentique boom, les politiques d’argent facile encouragent les bulles. Hussman explique :

“Lorsque les préférences des investisseurs vont à la recherche du risque, des politiques monétaires trop souples peuvent avoir un effet désastreux en encourageant la spéculation imprudente et en améliorant la capacité des emprunteurs risqués à émettre de la dette pour des investisseurs en manque de rendement. Cela encourage les mauvais investissements et des distorsions financières, qui finissent par s’effondrer, comme nous l’avons constaté à la suite des bulles technologique et de l’immobilier. Ces germes ont été semés pour la troisième fois en 15 ans”.

Toutes les bulles éclatent. Elles éclatent que la Fed augmente les taux ou les baisse. Et toutes les bulles éclatent d’une manière qui détruit le crédit mais augmente la valeur du *cash*.

Tel est le curieux phénomène que personne ou presque — à part nous — ne voit venir : la Fed gonfle la masse monétaire à coup de milliers de milliards de dollars, mais au lieu de chuter, le billet vert pourrait devenir si précieux que les gens ne pourront pas vivre sans lui.

Le *cash* sera roi. Empereur. Rock star. Et gagnant d’un Oscar.

Brièvement.

Restez à l’écoute... nous arrivons à un moment important...

Pétrole : mort du marché et guerre des prix

06 mar 2015 | [Byron King](#) | [La Chronique Agora](#)

▪ “De bons signes sur la demande tirent les contrats à terme sur le pétrole à la hausse”, a récemment titré avec optimisme le *Houston Chronicle*.

Mais, pendant ce temps, les stocks de pétrole américains sont aussi importants qu’ils l’étaient lors de la première année de la Grande Crise, en 1930 !

Beaucoup de pétrole... Une demande qui augmente doucement... Des contrats à terme à la hausse. Que se passe-t-il ? Peut-on tirer profit de cette situation ?

Pour en savoir plus, je me suis rendu à Houston la semaine dernière...

J’ai assisté à la *Platts North American Crude Oil Conference*. Deux journées

de débats non-stop, pertinents, approfondis, de grande qualité, au sujet du développement énergétique aux Etats-Unis, au Canada et au Mexique. Nous avons bien entendu beaucoup parlé de la forte chute des prix de l'année passée.

Parmi les principaux sujets abordés : où se dirigent les prix ? Et qu'arrive-t-il sur la scène de l'investissement ?

En est ressorti une idée importante, qui explique bien la ligne directrice du secteur et comment y investir à ce stade : l'idée de "mort du marché".

Même si ce terme semble bien sinistre, c'est la clé pour tirer des profits en période difficile.

▪ **Le krach des prix de 2014**

pas mal de choses ont contribué au krach des prix du pétrole de 2014

Si l'on se penche sur le passé, on voit que pas mal de choses ont contribué au krach des prix du pétrole de 2014. Les signaux négatifs pullulaient... du moins rétrospectivement. Toutefois, personne n'avait prévu ce qui s'est passé l'année dernière. Qu'est-ce que cela signifie ?

En 2014, la production américaine de pétrole de schiste a augmenté. Nous savons tous cela. De l'autre côté du monde, les exportations de pétrole russe ont également augmenté, grâce au tout nouveau oléoduc Sibérie orientale-océan Pacifique, ce qui a fortement poussé les prix des exportations saoudiennes vers l'Asie vers le bas.

Au sein de l'OPEP, les fraudes sur les quotas n'ont pas manqué. Quasiment tous les membres ont mis trop de pétrole sur les marchés au vu de la demande globale de base. En outre, la production de pétrole a augmenté en Libye et en Irak.

Entre temps, la croissance de la demande mondiale de pétrole a fortement ralenti, du fait du ralentissement de la Chine, de la faiblesse persistante en Europe et au Japon, et même de la croissance ralentie aux Etats-Unis.

En novembre 2014, l'Arabie Saoudite est finalement intervenue lors de la conférence de l'OPEP à Vienne. Elle a déclaré qu'elle ne ralentirait pas sa production de pétrole mais "laisserait les marchés se débrouiller".

▪ La guerre des prix

nous nous retrouvons à présent dans une classique guerre des prix du pétrole

En bref, nous nous retrouvons à présent dans une classique guerre des prix du pétrole. C'est-à-dire qu'à travers le monde, une offre de pétrole "trop importante" se déplace — achetée, vendue et échangée — à un prix inférieur au coût de production marginal, sans compter le coût de remplacement des barils.

Chaque année depuis ces dix dernières années environ, l'industrie pétrolière mondiale investit près de 750 milliards de dollars (ajustés à l'inflation) en dépenses globales d'investissement. Pourtant, aux prix actuels, les rentrées de trésorerie annuelles de l'industrie pétrolière dégringolent, en baisse de presque 1 500 milliards de dollars au niveau mondial si la tendance actuelle se maintient. En d'autres termes, le marché vit actuellement une agitation historique. La situation économique de l'énergie est tout simplement sens dessus dessous.

Si l'on se base sur des décennies de recherches économiques dans la guerre des prix, on peut s'attendre à ce que, dans les mois à venir, beaucoup de producteurs augmentent leur production. Ils produiront et vendront de plus en plus de pétrole à des prix bas, simplement pour maintenir leur trésorerie. Pour le producteur de pétrole, l'idée est de compenser la baisse des prix du baril par plus de volume.

Cependant, au niveau des marchés mondiaux, avec une croissance nulle de la demande, un plus grand volume de pétrole fera baisser les prix encore plus ; ou, au mieux, le "surplus" de pétrole modérera toute remontée rapide des prix. Ces derniers resteront "collés" vers le bas.

Malgré tout, la situation s'améliorera lentement... mais pourrait encore empirer, comme nous le verrons lundi.

[L'addiction au pétrole](#)

Marie-Monique Robin, Arte.tv ,12 janvier 2015

« La croissance économique spectaculaire que nous avons connue au cours des deux derniers siècles constitue une parenthèse tout à fait unique dans

l'histoire de l'humanité. Elle fut possible grâce à la découverte et à l'exploitation des énergies fossiles, abondantes et bon marché, qui nous ont permis de développer des technologies extrêmement sophistiquées, mais aussi le commerce à une échelle jusque-là inconnue. Sans le charbon, le gaz naturel et le pétrole, nous vivrions encore dans une société agraire, semblable à celle qu'ont connue nos ancêtres au xviii^e siècle ». Voilà ce que m'a dit **Richard Heinberg**, auteur de *La fin de la croissance*, et expert chargé des questions énergétiques au **Post Carbon Institute** (Californie), lorsque je l'ai interviewé **pour Sacrée croissance !**

Avec les Trente Glorieuses, **les pays dits « développés » sont devenus extrêmement dépendants des énergies fossiles**, pétrole en tête, *« pour leur production, leur consommation, leur alimentation, leurs déplacements, leurs structures urbaines et commerciales, etc. Au point que les mouvements du prix du pétrole ont fini par être presque parallèles à ceux du chômage et de l'inflation aux États-Unis, pays dont la dépendance au pétrole est très forte »*, constate pour sa part **Jean Gadrey** dans son livre *L'adieu à la croissance*.

De fait, une étude publiée en 2011 dans la revue *BioScience* montre *« une relation proportionnelle entre la consommation énergétique par habitant et le PIB par habitant »* [1]. En d'autres termes : **plus le PIB d'un pays est élevé, plus son niveau de consommation de pétrole est important**, et vice versa. En conséquence, dès que l'accès aux champs pétroliers subit des soubresauts, conduisant à une augmentation du prix du pétrole, le PIB enregistre une baisse spectaculaire, comme ce fut le cas lors du premier choc pétrolier (1973) et, dans une moindre mesure, lors du second choc pétrolier (1979) que provoquèrent la révolution iranienne de l'ayatollah Khomeiny et la guerre entre l'Iran et l'Irak.

Une autre étude de l'économiste californien **James Hamilton** montre aussi *« l'étroite corrélation entre les flambées des cours du pétrole et les récessions économiques durant les cinquante dernières années. »*

Décortiquant le **troisième choc pétrolier de 2007-2008** où le prix du baril a brutalement flambé pour atteindre **le record historique de 147 dollars**, James Hamilton conclut que *« si l'on avait pu anticiper la flambée des cours en 2007-2008 en se fondant sur cette relation historique, on aurait pu prédire avec une relative précision les taux de PIB réels des troisième et quatrième trimestres 2008 »* [2].

Ce constat est confirmé par **Charles Hall** et **David Murphy**, deux chercheurs de l'université de New York, qui soulignent que « *depuis 1970 les flambées des cours du pétrole ont toujours précédé des récessions, tandis que la baisse des cours augurait des périodes d'expansion économique* »[3].

Pour dire les choses clairement : la « croissance » après laquelle le président Hollande court désespérément dépend d'une **ressource limitée** que, de surcroît, **la France ne possède pas** (elle importe 99 % de sa consommation de pétrole), et dont **le prix sera immanquablement à la hausse au cours des prochaines années**. Autant dire que le chef de l'État et son gouvernement courent après une arlésienne, car la **croissance ne pourra tout simplement pas revenir !**

De fait, ne nous laissons pas aveugler par les **manipulations américano-saoudiennes** qui visent à mettre à genoux la Russie et l'Iran, en maintenant **le cours du pétrole artificiellement bas** : l'effondrement du prix du baril est conjoncturel et ne représente qu'un soubresaut passager (l'histoire du pétrole en regorge) dans une **tendance globale à la hausse** entamée il y a une dizaine d'années et contre laquelle personne ne pourra rien, car nous avons passé le fameux « **pic pétrolier** » (et gazier). Certes, pour les raisons que j'ai évoquées plus haut, l'« embellie » momentanée (un baril à 55 dollars) sera bonne pour la croissance et gageons qu'en 2015 la France parviendra à grappiller quelques dixièmes de point d'augmentation du PIB, mais cela ne changera rien sur le moyen et long terme : **le prix des énergies fossiles va augmenter, empêchant toute reprise durable de la « croissance » !**

Nous avons passé le « pic pétrolier » (et gazier)

Paralysés par le syndrome Post-Trente Glorieuses, les dirigeants de France et d'ailleurs continuent d'ignorer les mises en garde des experts qui, dès les années 1950, ont annoncé **l'épuisement programmé des énergies fossiles**. Le premier à avoir tiré la sonnette d'alarme fut le géophysicien américain **Marion King Hubbert**. En 1956, cet ingénieur de la compagnie Shell fit devant l'**American Petroleum Association** une présentation qui deviendra célèbre, où il y expliqua que **la production du pétrole suivait une courbe en forme de cloche** (on parle de « cloche de Humbert »), **en augmentant jusqu'à atteindre un pic, avant de décliner de manière irrémédiable en raison de l'épuisement des réserves facilement exploitables**. Il alla jusqu'à prédire le « pic pétrolier » de la production américaine, qu'il fixa à 1970. Il se

trompa de peu : le pic américain eut lieu un an plus tard (1971) !

Il faut noter que le fait de passer le pic ne signifie pas la fin immédiate du pétrole, mais que le niveau de la demande va progressivement dépasser l'offre, entraînant une irrésistible ascension des prix.

Alors qu'elle a longtemps réfuté la possibilité même de "pic pétrolier" (jusqu'en 2008), l'**Agence internationale de l'énergie** a estimé dans son rapport *World Energy Outlook* de 2010 que **la production annuelle de pétrole brut ne dépassera probablement jamais son niveau de 2006**. En effet, **les nouveaux gisements découverts ne compensent pas l'épuisement des plus gros champs pétroliers**. Ces nouvelles réserves demandent des investissements très lourds soit pour le forage, comme l'offshore en eaux profondes, ou pour l'extraction car la teneur en pétrole est de moins bonne qualité. D'une manière générale, **on exploite deux fois plus de puits, avec des investissements deux fois supérieurs pour extraire la même quantité de produit qu'il y a dix ans**. Ce qu'on appelle « **le taux de retour énergétique** » (TRE), à savoir la quantité d'énergie récoltée pour chaque unité d'énergie investie dans l'exploitation, ne cesse de chuter. Aux États-Unis, il était environ de 100 pour 1 en 1930, il est descendu à 30 pour 1 vers 1970, et n'était plus que de 12 pour 1 en 2005. Et on peut faire le même constat dans la plupart des pays producteurs.

En 2005, l'Américain **Robert Hirsch** a rédigé un rapport à la demande du ministère de l'Énergie des États-Unis, dans lequel il a dressé un tableau pour le moins inquiétant. « *Au fur et à mesure que le pic approche, écrit l'expert, la volatilité des prix du pétrole va augmenter, et sans mesures d'atténuation idoines, les coûts économiques, sociaux et politiques seront sans précédent. Le pic pétrolier provoquera des problèmes sérieux d'approvisionnement en carburant aux États-Unis et dans le reste du monde. Il ne s'agit pas d'une "crise énergétique" au sens habituel du terme, mais de difficultés économiques prolongées dues à une augmentation dramatique du prix du pétrole. [...] L'intervention des gouvernements sera nécessaire, car les implications économiques et sociales seront chaotiques : coûts de production plus élevés des biens et services, inflation, chômage, baisse de la demande pour les produits autres que le pétrole, chute des investissements [...] et une dégradation du niveau de vie*^[4]. » Dans une interview qu'il accorda à **Global Public Media**, Robert Hirsch ne cacha pas son inquiétude : « *C'est*

un problème terrifiant dont je n'ai jamais connu d'équivalent pendant toute ma vie. Plus j'y pense, plus je regarde les chiffres, plus je me sens mal. » Cinq ans plus tard, c'était au tour du **Centre de prospective de l'armée allemande** de secouer le cocotier. Dans un rapport destiné à la chancelière **Angela Merkel** qui a fuité, les militaires énumèrent les mêmes conséquences du **pic pétrolier** que l'expert américain, mais en ajoutent deux : « *La perte de confiance dans le processus politique et l'émergence potentielle de positions politiques extrême, [et] la famine.* » Et de conclure : « *Une contraction de l'économie sur une période de temps indéterminée engendrera une situation des plus instables, laquelle conduira inévitablement à l'effondrement du système. Il est impossible d'évaluer les risques en termes de sécurité d'une telle situation* ».

Au cours de la première décennie du **xxi^e** siècle, **le prix du baril de pétrole a été multiplié par cinq**. Évidemment, ce ne fut pas bon pour l'économie des pays dépourvus de ressources en hydrocarbures comme la France, qui en 2012 a vu sa **facture pétrolière atteindre les 55 milliards d'euros** (soit une hausse de 8,4 % par rapport à 2011), tandis que celle du gaz grimpait à 13,5 milliards (+16,3 %) ; au total, sa facture énergétique (pétrole + gaz) représentait 3,4 % du PIB (contre 2,4 % en 2010 et 1 % dans les années 1990)[5].

En juin 2014, la compagnie **British Petroleum** confirma que le pic pétrolier était bel et bien derrière nous : en 2013 **la production mondiale de pétrole fut de 86,5 millions de barils par jour**, tandis que **la consommation atteignit les... 91,3 millions de barils** (dont 1,7 million pour la France)[6]. En d'autres termes, **la consommation excédait la production** ! Le rapport précisait que **les réserves mondiales prouvées en 2013 s'élevaient à 1 688 milliards de barils**, ce qui signifiait que **si le niveau de consommation se maintenait, il n'y aurait plus de pétrole en 2066**[7]. Or, le taux de croissance de la demande est d'environ 2,5 % par an depuis déjà une décennie[8]...

Certes, en 2014, la demande mondiale a baissé, en raison de l'entrée en récession de pays émergents comme **le Brésil**, mais , encore une fois, cela ne change rien sur le fond : **l'ère du pétrole bon marché, qui est la condition sine qua non de la « croissance »- est définitivement terminée.**

Certains se raccrochent désespérément à cette nouvelle « bonanza » qu'est

censée incarner **l'exploitation du gaz de schiste**, laquelle explique (partiellement) l'effondrement du cours du pétrole. Mais tout indique que c'est un mirage, ainsi que me l'a expliqué **Richard Heinberg**, dont je retranscris les mots : « *Mon institut a conduit une étude pour laquelle il a acheté le droit d'accéder aux données concernant 63 000 puits de forage. Nous avons analysé ces données et constaté qu'il y a très peu de secteurs où les puits sont véritablement rentables et que, de plus, ils s'épuisent très vite. C'est pourquoi les exploitants ont abandonné ces petits gisements pour se tourner vers ceux plus grands des schistes de Marcellus en Pennsylvanie ou d'Eagle Ford au Texas. Mais il s'est avéré que l'exploitation n'était pas non plus rentable et que les foreurs perdaient de l'argent avec chaque mètre cube de gaz qu'ils produisaient. C'est pourquoi mon institut a conclu que l'exploitation des gaz de schiste constituait une bulle dans l'industrie qui allait éclater très vite* ».

En résumé : La croissance ne reviendra pas car la France de 2015 n'est pas celle des années 1950 et 1960 où il fallait reconstruire un pays ruiné par la guerre et dont la population avait encore de nombreux besoins à satisfaire ; cette « croissance » ne fut possible que parce que les pays occidentaux disposèrent d'énergies fossiles et de minerais bon marché, en imposant leurs conditions aux pays producteurs (majoritairement situés dans le sud). Aujourd'hui, ces ressources s'épuisent (y compris celles de tous les minerais, à l'exception de la bauxite) d'autant plus vite que les pays dits « émergents » (c'est-à-dire longtemps maintenus à l'écart des bienfaits de la « croissance ») veulent aussi leur part du gâteau. La baisse des ressources conjuguée avec l'augmentation de la demande signe définitivement le glas de la « croissance »...

Source : [Sacree croissance !](#) Editions La Découverte/ ARTE Edition

Pour des informations synthétiques sur le pic pétrolier ou celui des minerais, le rapport entre le PIB et la pauvreté, le chômage, etc, consultez les [30 fiches pédagogiques](#) en ligne sur ce blog.

Prochain article : **Le réchauffement climatique coûte de plus en plus cher.**

NOTES :

[1] James Brown et al., « Energetic limits to economic growth », *BioScience*, vol. 61, n° 1, janvier 2011.

[2] James Hamilton, « Causes and consequences of the oil shock of 2007-08 », *Brookings Papers on*

Economic Activity, mars 2009.

[3] Charles Hall et David Murphy, « EROI, insidious feedbacks, and the end of economic growth », Sustainable Use of Renewable Energy (SURE) conference, Syracuse, New York, novembre 2010

[4] Robert Hirsch et al., *Peaking of World Oil Production*, op. cit.

[5] En 2013, le pétrole représentait 32 % de la consommation énergétique mondiale, avant le charbon (30 %) et le gaz (24 %).

[6] BP Statistical Review of World Energy, juin 2014.

[7] Pour le gaz, la production avait légèrement dépassé la consommation : 9,3 milliards de m³/jour contre 9,2 milliards, les réserves prouvées couvrant cinquante ans de besoins. D'après l'INSEE, « les réserves prouvées sont les quantités d'hydrocarbures qui, selon les informations géologiques et techniques disponibles, ont une forte probabilité (>90%) d'être récupérées dans le futur, à partir des gisements connus et dans les conditions technico-économiques existantes ».

[8] Si le taux de croissance de la consommation de pétrole est de 2,5 % par an, cela signifie qu'il faut découvrir environ tous les trente ans de nouvelles quantités de pétrole équivalentes à toutes les quantités découvertes auparavant.

Les craintes d'une désintégration de la zone euro ont brusquement augmenté

par Audrey Duperron · 06 mars 2015 [Express.be](#)



Les investisseurs sont de plus en plus nombreux à penser qu'un « Grexit », c'est-à-dire une sortie de la Grèce de la zone euro, sera inévitable, en dépit du nouveau programme actuellement en cours de négociation.

L'indice « Sentix Euro Break-up » (EBI), calculé par le think tank allemand Sentix, et qui décrit la proportion d'investisseurs qui craignent une désintégration de la zone euro, est à son plus haut niveau en deux ans, en dépit de l'accord temporaire a été conclu récemment avec la Grèce. Le think tank se base sur un échantillon de 980 investisseurs indépendants ou institutionnels. En février, 38% d'entre eux pensaient que la zone euro allait se disloquer dans les douze prochains mois.

En janvier, l'indice s'était établi à 24,3%, mais le score le plus faible avait été enregistré en juillet 2014, où seulement 7,6% des répondants considéraient que la désintégration était probable.

La dernière fois que cet indice avait atteint un pic, c'était en mars 2013, à l'occasion des élections en Italie et de la crise chypriote.

Mais cette fois-ci, c'est bien sûr la crainte d'un « Grexit » qui est à l'origine de cette hausse. L'EBI national pour la seule Grèce est passé de 22,5% en janvier à 37,1% en février.

Mais la Grèce n'est pas la seule en cause : les investisseurs s'inquiètent aussi de la situation à Chypre (EBI passé de 6,4% en janvier à 10,5% en février), tandis que les EBI pour le Portugal et l'Espagne sont au plus haut depuis décembre 2013 (respectivement 2.5% et 2.1%). Les investisseurs s'inquiètent des résultats des élections nationales qui doivent avoir lieu cette année dans ces deux pays et qui pourraient amener au pouvoir des partis opposés aux mesures d'austérité imposées par l'UE.

L'euro au plus bas : le Nord doublement gagnant ?

Posté le 5 mars 2015 par Bruno Colmant

A long terme, les cours de change reflètent toujours la force ou la faiblesse d'une économie.

La zone euro pénétrant dans une zone froide de déflation et de faible croissance, il est intuitif que l'euro se déprécie par rapport à une devise comme le dollar.

Pendant longtemps, la politique monétaire restrictive de la BCE a d'ailleurs artificiellement renforcé l'euro alors que toutes les banques centrales des pays développés avaient assoupli leur politique monétaire.

Cette même BCE est désormais obligée de procéder, elle aussi, à un assouplissement monétaire, mais dont l'effet sera atténué par son caractère tardif. C'est ce qui explique la chute de l'euro.

Mais cette chute n'est jamais qu'un retour à la normale.

En effet, si la BCE avait suivi le rythme de la politique monétaire américaine, le cours de l'euro par rapport au dollar aurait peut-être été de 0,90 USD/EUR, à comparer à 1,40 USD/EUR il y a quelques mois.

Mais si la chute de l'euro est salutaire pour stimuler les exportations, encore faut-il s'interroger sur les pays qu'elle va effectivement favoriser.

En effet, certains pays sont des exportateurs nets (Allemagne, Pays-Bas) tandis que d'autres sont des importateurs nets (France) avec le reste du monde (c'est-à-dire hors de la zone euro).

En bonne logique, un euro faible devrait favoriser les pays qui ont un déficit de la balance commerciale (qui mesure l'excédent des exportations sur les importations) avec le reste du monde.

Inversement, dans un système de cours de change flottants, un pays qui dégage un surplus commercial voit sa devise s'apprécier, corrigeant de facto ce même surplus.

Mais, dans le cadre de la zone euro, les pays exportateurs nets, tels l'Allemagne et les Pays-Bas, bénéficient non seulement d'un marché intérieur qui n'exige pas de réévaluation de leur devise (puisque cette dernière, l'euro, est commune) mais aussi d'un euro faible qui va renforcer leur surplus commercial dans leurs échanges avec le reste du monde.

Ces pays sont doublement gagnants.

Jour après jour, l'euro démontre son inadaptation à des économies différentes et asynchrones dans le cycle économique.

L'euro a permis aux pays du Nord de l'Europe de bénéficier d'un marché intérieur qu'une monnaie commune leur ouvrait sans appréciation de leur devise tandis que l'euro faible permet aujourd'hui de renforcer cet avantage compétitif vers le reste du monde.

Théoriquement (mais cela est impensable et entraînerait des effets collatéraux eschatologique), les pays du Sud de la zone euro devraient dévaluer leur monnaie.

C'est d'ailleurs ce que la Commission Européenne a essayé de leur imposer sous la forme d'une "dévaluation interne", c'est-à-dire d'une baisse forcée du coût du travail censée les rendre plus concurrentiels.

Avec l'insuccès que l'on sait.

De 'Grexit' à 'Graccident': les Grecs sont-ils sur la voie d'une sortie de l'euro?

par Mylène Vandecasteele · 06 mars 2015 Express.be



« Il y a des solutions plus intelligentes. Nous pourrions reconverter une partie des prêts que nous avons reçus du fonds de sauvetage européen FESF en obligations, dont le coupon et les remboursements pourraient être indexés sur l'évolution de notre PIB », a déclaré [Yanis Varoufakis, ministre des finances grec, au cours d'une interview avec le journal allemand Handelsblatt au début de cette semaine](#). Il a rappelé qu'entre juin et août de cette année, la Grèce devrait honorer le paiement de 11,5 milliards d'euros d'obligations. Si aucun accord n'est conclu à l'issue de la prolongation de 4 mois du programme de sauvetage, elle ne pourra pas payer... De cette manière, Varoufakis a de nouveau sollicité une restructuration de la dette grecque.

« De même que nous ne voulons pas entendre le mot « troïka », nos créanciers ne veulent pas entendre le mot « décote », et je le comprends », avait dit le ministre en préambule.

Pour certains observateurs, l'attitude du gouvernement grec est irresponsable. [Pour le journal danois Jyllands Posten, ce n'est pas une nouveauté, mais cela ne change rien au problème](#) : «La Grèce n'est pas le seul membre de l'UE en difficultés. Mais au global, les autres pays, de l'Irlande au Portugal, en passant par les Pays baltes, se sont donnés pour objectif de remettre de l'ordre dans leurs comptes, efficacement et dignement. Athènes a échoué à faire de même, bien que ce soit le minimum qu'on attendait d'elle ».

Le 'Graccident', c'est-à-dire une sortie de la Grèce de l'euro non préparée et chaotique, est inévitable si le gouvernement ne parvient pas à convaincre ses créanciers que le pays va adopter des réformes efficaces pour lui permettre d'améliorer ses finances, estime [le journaliste grec Vasilis Stefanikidis dans](#)

le magazine grec Proto Thema. «On peut penser que les créanciers ont déjà perdu patience. Ils sont fatigués d'entendre des théories et de voir des projets de loi qui ne permettent pas de remplir les coffres du trésor, mais qui, au contraire, lui coûtent de l'argent », écrit-il.

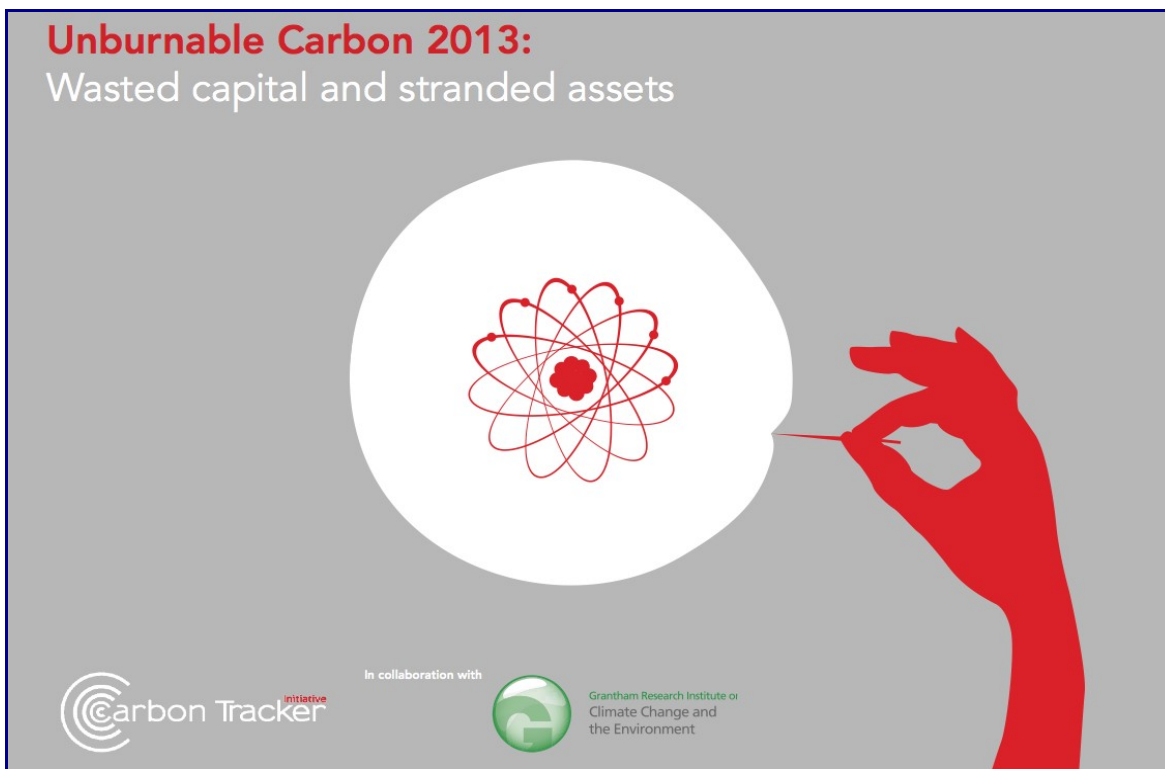
La Grèce n'aura pas gain de cause pour des raisons politiques, juge le journal allemand Süddeutsche Zeitung : « Athènes ne pourra pas s'attendre à recevoir plus d'aide si le prix à payer sur le plan politique est insupportable pour les autres membres de la zone euro. Si la Grèce met à l'épreuve la bonne volonté des ses partenaires de l'UE à un point tel qu'elle ne fait que renforcer des partis tels que le Front National ou Alternative für Deutschland ou Podemos, l'amitié sera terminée. »

Cependant, pour le journal espagnol El Diario, les initiatives de la Grèce sont bienvenues : « Il est évident que le gouvernement grec n'est pas parvenu à obtenir ce qu'il voulait. Mais il est aussi clair qu'il s'est assuré de meilleures conditions pour mener une politique qui sera au moins un peu moins injuste. Cela peut sembler médiocre pour nos insatiables maîtres et leurs politiciens, mais pour beaucoup de gens, cela ne signifie rien d'autre que de la nourriture sur la table, un toit sur leur tête, une assurance santé, et un accès à l'éducation. C'est aussi simple que ça. Pourquoi les gouvernements portugais et espagnol ne suivent-ils pas cet exemple, alors que beaucoup de leurs citoyens souffrent également ? Pourquoi préfèrent-ils plutôt torpiller les négociations des Grecs ? »

Contenir le réchauffement à +2°C, c'est programmer une sortie des énergies fossiles

Dr Pétrole et Mr Carbone Blog de SortirDuPetrole.com Publié le 11 décembre 2014

Si les négociateurs “climat” désirent vraiment contenir le réchauffement global à +2°C, alors l'aspect contraignant de l'accord universel annoncé découlera de l'obligation imposée par l'objectif lui-même et qui n'est scientifiquement pas négociable: **laisser sous terre les 4/5 des réserves actuelles de pétrole, de charbon et de gaz, c'est-à-dire enclencher dès maintenant et de manière crédible une sortie définitive des énergies fossiles.**



Couverture de l'étude de l'organisme britannique spécialiste de l'énergie et de la finance, Carbon Trackers, sur le carbone « imbrûlable »... Oui, « imbrûlable » pour cause d'obligation de contenir le réchauffement global à +2°C. Doc. CT

Quoi qu'il arrive, la Conférence 2014 des Nations-Unies sur le climat de Lima (COP20) aura eu au moins une vertu: elle aura montré que les scientifiques ont été suffisamment clairs pour que les négociateurs n'échappent pas à leur responsabilité historique, y compris devant leurs propres enfants et petits-enfants. Du Groupement intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) au Programme des Nations-Unies pour l'Environnement (PNUE), l'objectif global à atteindre pour contenir le réchauffement à +2°C est en effet désormais officiellement quantifié: il consiste grosso modo à ne plus émettre que 1 000 milliards de tonne de CO2 dans ce siècle, ce qui revient à un quart de siècle de nos émissions actuelles.

Le PNUE a traduit cette évaluation du GIEC en disant qu'il fallait parvenir à la "neutralité carbone" (zéro émission nette de CO2) entre 2055 et 2070, et à zéro émission de gaz à effet de serre entre 2080 et 2100. Cela revient également, toujours selon les données scientifiques, à laisser dans le sous-sol terrestre les 4/5 environ des réserves actuelles d'énergies fossiles. En l'absence de technologie efficace, sécurisée et rentable de captage et de stockage de CO2, force est de constater que cela équivaut également à affirmer qu'il faut effectivement programmer dès maintenant une sortie du

pétrole, une sortie des énergies fossiles. Cela fixe de fait, si l'on veut effectivement rester sur une trajectoire de +2°C, l'aspect contraignant de l'accord auquel les négociateurs de plus de 190 pays disent vouloir aboutir fin 2015, lors de la Conférence des Nations-Unies sur le climat de Paris.

En allant au bout du raisonnement, quelle utilité conserve la prospection pour trouver et extraire des hydrocarbures ?

L'enjeu devient alors le partage équitable de cette contrainte tandis que, si l'on va au bout du raisonnement, les conséquences de cet état de fait tombent comme des dominos:

1- Puisqu'ils ne peuvent plus extraire toute l'énergie fossile déjà trouvée sauf à faire preuve d'irresponsabilité pour l'avenir de l'Humanité, les géants du pétrole, du charbon et du gaz, devraient préciser avec quels calendriers ils vont renoncer à sortir de terre toute goutte de pétrole, tout morceau de charbon, toute vapeur de gaz... Même si cela peut à première vue sembler surréaliste. Pourquoi par exemple n'envisagent-ils pas de se reconverter totalement aux énergies décarbonées ?

2- Dès lors que, sous peine de krach écologique, nous avons déjà trop d'énergies fossiles à disposition, il ne sert plus à grand chose de payer toujours plus et d'émettre en masse du CO₂ pour continuer les prospections pétrolières, pour exploiter des hydrocarbures de schiste, pour chercher à brûler des hydrates de méthane. Alors que Big Oil a de plus en plus massivement injecté des fonds ses dernières années dans la prospection, pour cause de pic pétrolier sinon de déplétion, il y aurait là une énorme source d'économie à faire.

70 investisseurs pesant 3 trillions de dollars ont écrit à 45 compagnies fossiles pour qu'elles évaluent les risques que le changement climatique leur fait courir

3- Si, comme c'est prévu, dépasser une quantité "létale" d'émissions de CO₂ obligera, de manière de plus en plus certaine, nos enfants et petits-enfants à vivre (ou plutôt à mourir plus rapidement) dans un monde de plus en plus invivable, que peut dès lors "valoir", en espèces sonnantes et trébuchantes, le pétrole, le charbon et le gaz qui se trouvent encore sous terre aujourd'hui ? La question est ouverte.

Cependant, les traders et autres investisseurs ne font généralement pas dans la

philanthropie et le sentiment. Fin 2013, [une coalition de 70 investisseurs pesant 3 trillions de dollars](#) a écrit à 45 compagnies fossiles pour leur demander d'évaluer les risques que le changement climatique faisait courir à leur business. Ce courrier fait suite à une étude de l'organisme londonien indépendant Carbon Tracker au sujet du carbone "imbrûlable" ([Unburnable carbon report](#)). Evoquant elle aussi un budget de CO2 à ne pas dépasser (entre 565 et 886 milliards de tonnes de CO2 d'ici 2050), l'étude de Carbon Tracker évalue pour l'année 2012 à 674 milliards de dollars les dépenses des deux cents plus grandes compagnies mondiales pour trouver et développer de nouvelles réserves d'énergies fossiles alors que certaines ne pourront en fait pas être utilisées... Du "capital gaspillé » selon le titre même de l'étude qui estime en plus que la technologie du captage et stockage du CO2 ne donnerait à l'Humanité qu'un « bonus » de 125 milliards de tonnes d'émissions de CO2 supplémentaires à l'horizon 2050, si tout va bien.

Les risques que les énergies fossiles font peser -désormais au grand jour- sur l'Humanité, voire simplement sur la finance, pourraient donc inciter certains à aller placer dès maintenant leur argent ailleurs que dans des actifs fossiles, et d'autant plus que les cours des actions pétrolières sont fonction des réserves des compagnies... En plus de la "[bulle des gaz de schiste](#)" aux Etats-Unis, on parle déjà de la "[bulle du carbone](#)" de la planète.

La banque d'Angleterre a indiqué début décembre examiner les risques que recèlent les énergies fossiles pour la stabilité financière. Le ministre britannique de l'Energie et du Changement climatique, Edward Davey, s'est inquiété, dans [The Telegraph](#), du risque que les actifs du pétrole, du charbon et du gaz ne deviennent, notamment pour les fonds de pension, "les "subprimes" du futur". Même si les compagnies pétrolières semblent toujours davantage parier, en dépit des conclusions scientifiques, sur l'accroissement de la demande en énergie et sur la nécessité de faire appel aux énergies fossiles pour la satisfaire, cela donne un éclairage complémentaire concernant [l'évolution actuelle](#) -à la baisse- et à venir des cours du pétrole et des actions fossiles.

États-Unis

1600 milliards de dollars : le coût astronomique d'une décennie de guerre contre le terrorisme

par Eros Sana 3 mars 2015 Bastamag



Depuis les attentats du 11 septembre 2001, les Etats-Unis ont dépensé au moins 1600 milliards de dollars dans la lutte contre le terrorisme, au Moyen-Orient, en Amérique du Nord et aussi en Afrique, a révélé un rapport du Congrès. Avec 350 000 personnes tuées, le coût humain de l'invasion de l'Afghanistan puis de l'Irak est aussi extrêmement élevé. Ces centaines de milliards de dollars ont principalement bénéficié à l'industrie de l'armement et aux sociétés militaires privées. Et pour quels résultats alors que le Moyen-Orient continue de sombrer dans la guerre, le terrorisme et la pauvreté ?

Une facture de 1 600 milliards de dollars (1 300 milliards d'euros). Depuis le 11 septembre 2001, c'est la somme astronomique que les États-Unis ont dépensé, en treize ans, pour l'ensemble des guerres qu'ils ont menées, principalement en Afghanistan et en Irak. Sur une décennie, c'est presque deux fois le coût de l'assurance santé, l'« Obamacare », dont bénéficient près de 20 millions d'États-uniens (900 milliards de dollars sur dix ans). Et c'est l'équivalent de ce que l'Inde et ses 1,2 milliards d'habitants ont produit en une année (son PIB). Ce montant n'est pas avancé par une ONG

altermondialiste ou un collectif de pacifistes. Ce n'est ni plus ni moins qu'un organe du parlement nord-américain, le Congressional Research Service, qui l'avance dans un rapport intitulé « Coût des guerres en Irak, en Afghanistan et des guerres globales contre le terrorisme depuis le 11 septembre », et publié en décembre 2014 [1].

Malgré l'ampleur de l'estimation, plusieurs universitaires considèrent encore ces chiffres comme sous-évalués. Le prix Nobel d'économie, Joseph Stiglitz et l'académicienne Linda Bilmes avancent dans un livre désormais célèbre, « *The three trillion dollar war* », le chiffre de 3000 milliards de dollars ! Derrière le coût financier, d'autres rappellent l'impossibilité d'évaluer le coût humain. « *Une comptabilité exhaustive des coûts de la guerre ne pourrait tenir dans un livre de comptes. Des civils blessés ou déplacés par la violence, aux soldats tués et blessés, en passant par les enfants qui jouent sur des routes et des champs parsemés de dispositifs explosifs improvisés et de bombes à sous-munitions, aucune série de chiffres ne peut retranscrire le bilan humain des guerres en Irak et en Afghanistan, ni comment elles se sont étendues aux États voisins et sont revenues aux États-Unis* », estime Neta Crawford, enseignante en sciences politiques à l'Université de Boston.

Guerre en Irak et en Afghanistan : 350 000 morts

Neta Crawford co-dirige également le projet Cost Of War (« Coût de la guerre »), une plateforme de recherche interdisciplinaire. Le bilan que dresse Cost Of War des guerres états-uniennes est tout autant terrifiant : 350 000 morts directes, dont 174 000 civils en Irak, en Afghanistan et au Pakistan. Neta Crawford estime que le coût financier total s'approche davantage des 4400 milliards de dollars. Pourquoi une telle différence avec les chiffres du Congrès ? Dans cette évaluation, Neta Crawford ajoute les 316 milliards de dollars d'intérêt que les États-Unis remboursent à leurs créanciers, car la majeure partie de ces financements a été empruntée. Elle comptabilise également 1000 milliards de dollars supplémentaires, le coût de la couverture santé des « vétérans », les militaires démobilisés et blessés, parfois lourdement, physiquement ou psychologiquement.



À quoi ce déversement de dollars a-t-il été employé ? Si l'on s'en tient aux 1600 milliards du rapport du Congrès, cela couvre le soutien logistique des bases nord-américaines, la maintenance des armes, la formation des forces de sécurité irakiennes et afghanes, le coût des ambassades nord-américaines, l'aide aux États étrangers ou les efforts de reconstruction... Trois postes budgétaires majeurs composent ces dépenses : le prix de l'invasion de l'Irak (815 milliards de dollars), la guerre en Afghanistan (686 milliards de dollars) et les dépenses de prévention du terrorisme – 108 milliards dont 27 milliards pour l'opération *Noble Eagle* qui consiste à assurer un survol constant de l'espace aérien états-unien et d'une partie de l'espace aérien canadien par des avions de combats (voir aussi cet article en anglais de [Mother Jones](#)).

Contre-terrorisme au Sahel et au Nigeria : une belle réussite...

Ce montant faramineux démontre à lui seul le gigantisme qui caractérise le complexe militaro-industriel nord-américain. Précisons que ces 1600 milliards ne recourent pas le budget de la défense des États-Unis. Le Pentagone dispose d'un budget séparé spécifique de 550 milliards de dollars. À eux seuls, les États-Unis représentent près de 40% des dépenses militaires dans le monde, pour 5% de la population mondiale ! Ce qui les place loin devant tous leurs rivaux.

Ce budget ne prend pas en compte les récentes opérations contre l'« État islamique », Daesh. Il n'inclut pas non plus, les dépenses propres aux opérations secrètes menées en partie par la CIA en Afghanistan, au Pakistan, au Yémen et ailleurs, comme au Sahel où l'administration de Georges W. Bush avait lancé la « *Trans-Sahel Counterterrorism Initiative* ». Une initiative à 500 millions de dollars, regroupant les États sahéliens ainsi que le Nigeria et le Ghana, dans le but de combattre le terrorisme. Avec l'émergence d'Al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI) au Mali et la montée en puissance de Boko Haram au Nigeria, cette initiative n'a pas vraiment porté ses fruits.

Bien au contraire !

Multinationales et sociétés militaires privées s'enrichissent

Ces sommes colossales font cependant des heureux : le complexe militaro-industriel. Ces sociétés sont les premières à avoir bénéficié de l'abondante manne guerrière et antiterroriste. Avec un chiffre d'affaires de plus de 45 milliards, Lockheed Martin, l'une des multinationales de l'armement les plus importantes au monde a vendu de tout : des véhicules blindés, des avions de chasse et de transport, des missiles Patriot ou Hellfire... Et pas seulement aux États-Unis, mais aussi aux États irakiens, afghans et israéliens. Boeing – qui ne construit pas que des avions de ligne, mais aussi des missiles –, ainsi que Raytheon, Northrop Grumman, General Dynamics ont aussi bénéficié de cette décennie de guerres. Ces cinq sociétés représentent plus d'un tiers des fournisseurs de l'US Army. « Le marché » ne s'y est pas trompé : leur cotation en bourse a grimpé après le début des frappes contre Daesh. En septembre 2014, la valeur boursière des quatre principaux fournisseurs militaires des États-Unis a augmenté de 19%, dépassant les prévisions de l'index de Standard & Poor.

Le business de la guerre et de la violence profite lui aussi des privatisations. Plusieurs dirigeants états-uniens ont proposé d'externaliser une partie des activités, et donc des coûts, de l'armée. Du combat direct sur le terrain, à la protection des ambassades et des personnalités nord-américaines ou étrangères, en passant par la récolte de renseignements, les États-Unis ont institutionnalisé le recours au « mercenariat *corporate* » : les sociétés militaires privées (SMP). En Irak, au pic de la présence nord-américaine et britannique, on estimait qu'environ cinquante sociétés militaires privées étaient en activité, employant près de 30 000 personnes, issus de différents pays : Nord-américains, Britanniques, mais aussi Népalais ou Bosniaques.

Un milliard de dollars par an aux mercenaires

Le Pentagone et le Département d'Etat ont recours à vingtaine de ces sociétés militaires privées. Elles emploient elles-mêmes près de 10 000 personnes. Une autre agence fédérale, le *Congressional Budget Office* a estimé qu'entre 2003 et 2007, le gouvernement a dépensé entre 3 et 6 milliards de dollars au profit des sociétés militaires privées. Les États-Unis imposent aussi aux

gouvernements afghans et irakiens d'utiliser une partie du budget consacré à la reconstruction pour employer des sociétés militaires privées, majoritairement états-uniennes. En 2007, un sénateur démocrate, Henry Waxman, regrettait que près de 4 milliards de dollars, censés servir à la reconstruction, avaient été dépensés auprès de mercenaires sous-traitants.

C'est ainsi que l'une des plus grandes entreprises de mercenariat privé, Blackwater – qui s'appelle désormais Academi – a pu s'enrichir sur le dos des gouvernements irakiens et afghans. Leur enrichissement est d'autant plus condamnable que Blackwater est accusé d'avoir commis plusieurs exactions en Irak et en Afghanistan. En Irak, ses mercenaires ont été impliqués dans près de 200 fusillades ayant coûté la vie à des civils. Les sociétés militaires privées ont un statut juridique flou en droit international humanitaire. Comme elles entretiennent de très forts liens avec l'administration et l'armée états-uniennes, elles échappent pour l'instant à des sanctions judiciaires concernant leurs actions en zone de guerre.

Des milliards de dollars évaporés

Les vendeurs d'armes ne sont pas les seuls à s'enrichir. La première société « non combattante » à avoir bénéficié de cette décennie de guerre s'appelle KBR Inc., plus connue sous son ancien nom : Halliburton, une société parapétrolière qui fournit matériaux et services pour l'extraction de l'or noir. KBR a longtemps été dirigée par Dick Cheney, ancien ministre de la Défense de Georges Bush senior et ancien vice-président de Georges Bush junior. Cette société proche des néoconservateurs a ainsi pu bénéficier d'un contrat pour la reconstruction de l'Irak, sans appel d'offre et avant même que commence l'invasion de ce pays en 2003. Un contrat constamment reconduit qui a rapporté plus de 39,5 milliards de dollars à KBR Inc.

Ce déversement d'argent n'a jamais été clairement tracé et contrôlé. Ainsi en 2011, la commission du Congrès *on Wartime Contracting* a estimé qu'entre 30 et 60 milliards de dollars avaient été détournés en corruption et autres fraudes. Pire, 6 milliards de dollars avaient complètement disparu. En plus des victimes de guerre, ce flux d'argent opaque a contribué à déstabiliser les communautés et les institutions irakiennes et afghanes. La corruption a renforcé les antagonismes locaux et régionaux en Afghanistan, entre Pachtounes, Hazaras et Ouzbeks. En Irak, elle a renforcé les antagonismes

religieux entre chiïtes et sunnites, entre majorité musulmane et minorités chrétienne ou yézidie.

Qui paiera la prochaine facture ?

Les seigneurs de guerre, les chefs de clan, les leaders religieux, ainsi qu'une série de représentants d'autorités publiques ont entretenu la corruption comme système de gouvernance. Selon Transparency International, en 2013, l'Afghanistan de l'ancien président Hamid Karzaï, malgré la longue présence internationale, se classe très mal en matière de corruption : 140ème sur 177. Quant à l'Irak de l'ancien Premier ministre Nouri al-Maliki, il arrive en 170ème position... Un quart des Irakiens vivent dans une telle pauvreté qu'ils dépensent moins de 2,2 dollars par jour. Et ce, alors que sous leurs pieds se trouvent des réserves de pétrole parmi les plus importantes du monde. En Afghanistan, un tiers de la population vit en dessous du seuil de pauvreté.

« Tant que le Moyen-Orient restera un lieu de tyrannie, de désespoir et de colère, il continuera de produire des hommes et des mouvements qui menacent la sécurité des États-Unis et de nos amis. Aussi, l'Amérique poursuit-elle une stratégie avancée de liberté dans le Grand Moyen-Orient », déclarait le président Bush junior en 2004 pour justifier les guerres commencées et à venir. 1600 milliards ont été dépensés. 350 000 personnes tuées. Pour rien ? L'Afghanistan est toujours en proie à l'instabilité et à la guérilla des talibans. Le mouvement terroriste Daesh a émergé en Syrie et en Irak et constitue une nouvelle menace. Qui paiera la facture des dix prochaines années ?

Eros Sana

Photo : CC US Air Force / US Army

"On a renfloué la Grèce pour sauver les banques françaises et allemandes" !

Jeudi 05 Mars 2015 à 5:00 Emmanuel Lévy , Marianne

Et c'est un membre du FMI qui le déclare, le Brésilien Paolo Batista, invité de la chaîne grecque Alpha TV.



C'est la première fois qu'un dirigeant d'une des trois composantes de la Troïka, formée par le FMI, la Commission et la BCE, le dit face caméra. « *L'argent a été donné pour sauver les banques françaises et allemandes, pas la Grèce* », a déclaré Paulo Batista, l'un des 19 élus parmi les 24 membres du conseil d'administration du Fonds monétaire international.

Du fait de ses fonctions, la parole de Batista est plus libre que celle des membres du Conseil des gouverneurs qui, eux, représentent les gouvernements et les banques centrales. Mais les critiques pour le moins rudes de Paulo Batista tranchent avec le langage d'ordinaire très policé qui règne au sein de l'institution.

Dans cette interview donnée à Alpha TV, une chaîne privée grecque, le Brésilien dénonce les choix imposés à la Grèce par la Commission et la Banque centrale européenne. Il n'épargne pas non plus sa patronne, accusant Christine Lagarde de préserver avant tout les intérêts de l'Union européenne plutôt que celui des Grecs.

Le FMI a cependant évolué. Grâce notamment aux travaux menés par Olivier Blanchard son chef économiste, elle n'est plus le temple des positions ordolibérales, désormais défendues par la BCE et la Commission. Cela n'a d'ailleurs pas échappé à Paulo Batista.

Il invite ainsi la Grèce à venir négocier avec un FMI, plus conciliant, la restructuration de sa dette. Un FMI qui, dit-il, « tout comme les partenaires européens, ne doit pas faire comme si les élections grecques n'avaient pas eu lieu ». Ils enfoncent même le clou en expliquant que les promesses passées n'engagent pas le gouvernement Tsipras.

Dénonciateurs: bénis, hués?

Myret Zaki [Bilan.ch](#) 6 mars 2015

L'émission *Faut pas croire* de la Télévision suisse romande, diffusée ce 1^{er} mars, portait sur le thème: «Lanceurs d'alerte, traîtres ou héros?» On m'a interrogée s'il fallait croire aux motivations sincères des «dénonciateurs éthiques» dits «lanceurs d'alerte».

Pour répondre, il faut les distinguer en fonction de quels intérêts ils servent, ou desservent. Le traitement des lanceurs d'alerte varie en effet selon qu'ils servent, ou desservent, des Etats forts.

D'un côté, il y a les Falciani, Birkenfeld et Kieber, dénonciateurs de l'évasion fiscale en Suisse et au Liechtenstein, et amis des Etats forts (France, Etats-Unis, Allemagne) dont ils ont servi les intérêts.

De l'autre, il y a les Assange, Snowden et Manning, dénonciateurs des dérives des gouvernements puissants. Fugitifs, craignant pour leur vie, ou emprisonnés, ces dénonciateurs-là paient le prix fort.

Deux destins très différents

Dans la catégorie des amis de gouvernements puissants, on constate qu'ils bénéficient d'une image médiatique favorable, qu'ils tentent systématiquement de monnayer leurs informations, et obtiennent la protection de ceux qui les ont utilisés. Avant Hervé Falciani et Bradley Birkenfeld, Heinrich Kieber avait été le premier homme qui, en facturant aux services secrets allemands ses listings confidentiels d'une banque du Liechtenstein, avait obtenu 4,2 millions d'euros, ainsi qu'un changement d'identité.

Cette somme a été, depuis, largement détrônée par les 104 millions obtenus des Etats-Unis par Bradley Birkenfeld. Le fait que ce dernier ait fortement endommagé la réputation d'une place financière concurrente, la Suisse, n'y est pas étranger. Grâce à lui, les avocats américains sont les spécialistes indisputés des techniques de défiscalisation.

La «dénonciation éthique» en matière d'évasion fiscale a ceci de curieux qu'elle ne se retourne que contre la Suisse, pendant que l'essentiel des avoirs non déclarés reste dissimulé dans les centres anglo-saxons.

Comme Birkenfeld, Stéphanie Gibaud, ex-salariée d'UBS France, se présente comme dénonciatrice éthique. Début 2014, elle publie *La femme qui en savait vraiment trop*, alors qu'UBS était déjà sous enquête depuis un an pour

démarchage illicite en France. Réclamant 18 ans de salaire à son ex-employeur, soit plusieurs millions, elle s'associe à Falciani pour demander de l'argent à l'Etat français, pour services rendus, selon nos sources (!).

Dans la catégorie des mal aimés des Etats, comme Julian Assange, Edward Snowden et Bradley Manning, il en va tout autrement. Ceux-ci n'ont pas réclamé d'argent. Fugitifs dans les deux premiers cas, jugé en cour martiale et emprisonné 35 ans pour le troisième, ceux-là ont risqué leur vie en dénonçant les secrets diplomatiques et l'espionnage abusif de pays puissants.

Ils avaient desservi des intérêts nationaux, mais œuvré pour l'intérêt du monde. Pourtant, leur vie rappelle davantage celle d'un Roberto Saviano, « lanceur d'alerte » au sujet de la mafia italienne, vivant reclus et entouré de neuf gardes du corps, ou celle d'un opposant russe empoisonné au polonium que celle des whistleblowers bancaires. Ces dénonciateurs politiques n'ont pas autant de sympathie médiatique, les médias oscillant entre louanges et opprobre.

Au final, le même gouvernement qui a versé 104 millions à Birkenfeld, encourageant ce type d'initiative, a emprisonné 35 ans Manning, décourageant ce type d'initiative. Le traitement des lanceurs d'alerte en dit bien plus long sur les intérêts nationaux que sur la bonne santé de nos démocraties.

La politique monétaire de la BCE : géniale, rationnelle, ou nuisible ?

(1ère partie)

par [alain-desert](#) vendredi 6 mars 2015 Agoravox

PREMIERE PARTIE : Le QE, la quantité de monnaie, la valeur de l'euro.

Le « Quantitative Easing » de la banque centrale européenne est sur les starting-blocks, ou en bon français sur les cales de départ. Rappelons qu'il a été annoncé le jeudi 22 janvier 2015, date historique s'il en est, après des mois de discours, d'hésitations, de tergiversations, de contorsions intellectuelles. Le Quantitative Easing », en abrégé QE, peut se traduire en français par « assouplissement quantitatif ». Elle assouplit quoi ? La machinerie monétaire. Comment ? Eh bien par la quantité de monnaie

produite, qui on le verra, ne sera pas sans effet sur la « qualité » du produit.

L'ampleur du QE ...

Notre gouverneur n'y est pas allé de main morte : Plus de 1100 milliards d'euros sur une période d'un an et demi. Cela se traduira par des rachats massifs d'actifs, en particulier des dettes publiques et privées, à hauteur de 60 milliards d'euros par mois. C'est à mon avis une première étape, car on ne peut imaginer que ces rachats s'arrêteront d'un seul coup en septembre 2016 sans aucune stratégie de sortie (*La FED a réduit progressivement son QE3 de 10 milliards de dollars chaque mois pour se prémunir de quelques tourmentes boursières*). On peut noter que les marchés européens ont salué à nouveau la vodka monétaire qui coulera en abondance les prochains mois !

Quantité et Qualité du produit « EURO » !

Quand on évoque la fabrication d'un produit et les quantités mises en jeu, les notions de qualité et de valeur viennent très vite à l'esprit. **Le concept de « qualité d'une monnaie », quasiment absent du vocabulaire économique, mais que je mets exprès en exergue pour dépasser le seul cadre du taux de change, évoquera principalement l'évaluation de sa valeur rapportée aux autres monnaies, la confiance que les acteurs économiques lui accordent, le pouvoir d'achat qu'elle procure, sa dimension internationale dans les échanges et les réserves banques centrales.** La qualité n'est donc pas en l'occurrence une propriété facilement « façonnable », et seule à priori la quantité peut intervenir dans le paramétrage de l'assouplissement en question pour faire varier les éléments qui feront ou déferont cette qualité, en particulier la valeur dans un premier temps et tout ce qui pourrait en découler en second temps.

On peut aisément dans notre vie quotidienne percevoir que quantité et qualité ne sont pas des caractéristiques disjointes, la quantité pouvant faire la qualité ou plus exactement la non-qualité, l'inverse étant vrai également : les très bons produits sont plutôt rares du fait leur cherté qui décourage de nombreux consommateurs, et qui n'a pas acheté un produit chinois à 4 sous, déversé sur la planète en dizaine de millions d'exemplaires, vous « pétant » dans les mains ou bout de quelques jours. Mais quel rapport avec la monnaie ?

En faisant tourner la planche à billets, car c'est de cela qu'il s'agit à travers le QE, la BCE rend la ressource « EURO » plus abondante, déclenchant ou

plutôt renforçant ainsi un processus orienté à la baisse de sa valeur, déjà entamé depuis quelques mois (*c'est ce que nous dit la théorie*). **La monnaie est comme une matière première dont le prix évolue en fonction de l'offre et de la demande mondiale, à ceci près qu'elle peut être créée ex-nihilo par les banques centrales et en quantité illimitée (*en théorie, mais pas dans les faits*)**. On peut être rassuré, les européens ne manqueront jamais d'euros, enfin ... exprimé en masse monétaire et non pas en euro « porte-monnaie » !

Le poste de pilotage de la BCE

La BCE « joue » avec **deux manettes principales : une faisant varier la quantité de monnaie produite à travers différentes techniques (*donc à terme la valeur de la devise si la production est trop importante sans jamais être détruite*)**, et l'autre faisant varier les taux directeurs qui orienteront rapidement le coût de l'argent à court terme, celui-ci étant également impacté par les rachats massifs de dettes qui feront baisser les taux long terme.

Normaliser ou affaiblir l'euro ?

L'émission de monnaie sans rapport avec les fondamentaux économiques contribue théoriquement à la déprécier. Pour bien comprendre la politique de la BCE, il est à ce niveau utile d'apporter une précision : **il faut distinguer un processus de normalisation qui consiste à faire revenir le taux de change d'une monnaie à une certaine normalité, c'est-à-dire un niveau qui n'est ni surévalué ni sous-évalué, en gros un niveau qui correspondrait à la parité du pouvoir d'achat, d'un processus relevant d'une politique monétaire plus agressive** consistant à affaiblir la monnaie au-delà d'un cours moyen raisonnable. Pour l'Euro, les analystes estiment que le cours normal se situe dans une fourchette de 1,10 à 1,20 dollar, sachant que cette fenêtre est encore trop haute pour des économies de la zone euro moins compétitives. Et c'est bien là le problème (*le tee-shirt à taille unique*). Aujourd'hui on peut considérer que le processus de normalisation a bien opéré puisque l'euro/dollar est passé de 1,35/1,40 à 1,13/1,15 soit une baisse d'un peu plus de 15%. Amoindrir davantage l'euro par rapport au dollar relèverait du 2^{ème} processus, c'est-à-dire un affaiblissement conduisant à une sous-valorisation. Que pensez d'une monnaie sous-évaluée ?

Généralement, les propriétaires d'un actif, quel qu'il soit, ont plutôt envie de les voir se valoriser, comme on aurait envie de voir se valoriser l'argent de

notre porte-monnaie, de notre compte en banque. Alors, **pourquoi donc la majorité des politiciens, la BCE et beaucoup d'économistes veulent-ils tous en cœur déprécier la monnaie, parfois au-delà de son cours normal ?** Personnellement, je ne partage pas ce point de vue, considérant qu'une monnaie forte, sans pour autant être surévaluée, n'est pas forcément un handicap pour une économie. Là encore, il faut raisonner en vision globale, comme je l'ai souvent expliqué. D'un point de vue théorique, que signifie économiquement une monnaie qui s'affaiblit, sachant qu'il faut bien distinguer ce qui est lié aux seuls mécanismes d'ajustements économiques, de ce qui est lié aux interventions des banques centrales ?

1. Une monnaie s'affaiblit quand la balance commerciale est déficitaire. C'est la conséquence d'un déséquilibre entre exportations et importations, signe par exemple d'un manque de compétitivité ou d'un mauvais positionnement industriel.
2. Une monnaie qui s'affaiblit, appauvrit dans un premier temps les citoyens du fait du renchérissement des produits importés. Le pouvoir d'achat diminue !
3. Vouloir déprécier la monnaie sous-entend un manque de confiance dans son appareil productif. Les biens et services produits ne sont pas compétitifs ni attractifs, alors il faut dévaluer pour mieux exporter.
4. Une monnaie qui commence à se déprécier peut faire perdre la confiance des investisseurs.
5. Une monnaie qui perd de sa valeur peut provoquer la fuite des capitaux
6. Une monnaie qui perd de sa valeur peut devenir un instrument de spéculation (anticipations à la baisse qui entretient la baisse)
7. Une monnaie forte stimule les entreprises qui devront faire preuve d'imagination pour améliorer la compétitivité prix et hors-prix, ou proposer de nouveaux produits, etc.
8. Inversement une monnaie faible risque d'endormir l'appareil productif (*avantagé dans un premier temps*) et provoquer des réactions de sursaut dans les pays concurrents obligés de s'adapter.

On voit que s'en tenir uniquement aux effets positifs et quasi-immédiats (*exportations*) est un peu réducteur. Certes, l'euro n'est pas encore en état de faiblesse et son cours actuel n'a rien d'inquiétant, car de l'avis de nombreux observateurs il fût largement surévalué lorsqu'il serpentait autour de 1,35 dollar. Cependant, les mouvements financiers sont souvent très brutaux (on le

voit avec le prix du pétrole) et ce n'est jamais très bon pour l'économie d'avoir à subir des chocs. **Il serait à mon avis dangereux que l'euro baisse trop vite et trop fort, il faut laisser du temps aux entreprises pour s'adapter** et je le rappelle, il n'y a pas que des exportateurs, il y a aussi des entreprises importatrices (assembleurs, intégrateurs) et des citoyens soucieux de maintenir leur pouvoir d'achat.

Effets supposés du QE à travers l'augmentation de la quantité de monnaie

Une banque centrale peut augmenter la quantité de monnaie via plusieurs techniques. Là, on parle de « Quantitative Easing », c'est-à-dire d'une vaste opération de rachat de dettes publiques et privées. Elle augmente donc la quantité de monnaie en offrant de la liquidité (*de l'argent cash*) en contrepartie de titres souverains ou obligations d'entreprises que les institutions financières sont prêtes à vendre. Voici les principaux effets escomptés :

1. **Premièrement, une monnaie plus abondante sur le marché entraîne mécaniquement sa dépréciation**, effet recherché pour relancer un des moteurs de la croissance (*les exportations*) en facilitant la prise de parts de marchés (*compétitivité par la baisse des prix hors zone euro, entraînant l'augmentations des ventes de produits et des parts de marchés, entraînant l'amélioration des marges, entraînant de nouveaux investissements, entraînant la création de nouveaux emplois, etc.*). Voilà un cercle vertueux bien connu, une des premières choses qu'on apprend en économie. Oui mais voilà, le monde a changé, et les principes de causalité ne sont plus si évident que dans le passé.
2. **Deuxièmement, en rachetant de la dette publique ou privée (*il faut donc que la BCE crée de la monnaie pour opérer ces rachats*), elle offre de la liquidité aux banques**. Mais en avaient-elles besoin, puisqu'une banque commerciale détient le pouvoir de créer de la monnaie sans le concours de la BCE si elle souhaite accorder un prêt (*la BCE viendra plus tard pour imprimer des billets s'il le faut, car l'accroissement de la masse monétaire impose un plus grand nombre de billets en circulation*) ?
3. **Troisièmement, elle contribuera à faire baisser les taux des emprunts à long terme**, à la faveur d'un excès de demande sur le

marché secondaire. On peut se demander quel en est l'intérêt vu qu'ils sont déjà proches de zéro pour les états emprunteurs (*inférieurs à 0,60% pour la France*), très bas pour les particuliers et raisonnables pour les entreprises.

Conclusion

Le grand architecte de la monnaie facile et gratuite, entend par ces actions relancer la croissance et faire revenir l'inflation à un niveau proche de 2%, grâce à des mécanismes que l'on dit « non conventionnels », car en dehors d'un cadre classique de régulation, mais dont on peut aujourd'hui douter de leurs efficacités dans une économie mondialisée, interconnectée. Il faudra donc attendre mi-2016 pour apprécier les réels bénéfices de cette politique ultra accommodante. Soyons patients. Compte-tenu des circonstances et des pressions exercées, on peut peut-être cette fois-ci donner crédit aux banques pour assurer le relais et financer davantage l'économie réelle, la vraie, celle qui produit, mais encore faut-il qu'il y ait des demandeurs et une certaine confiance retrouvée.

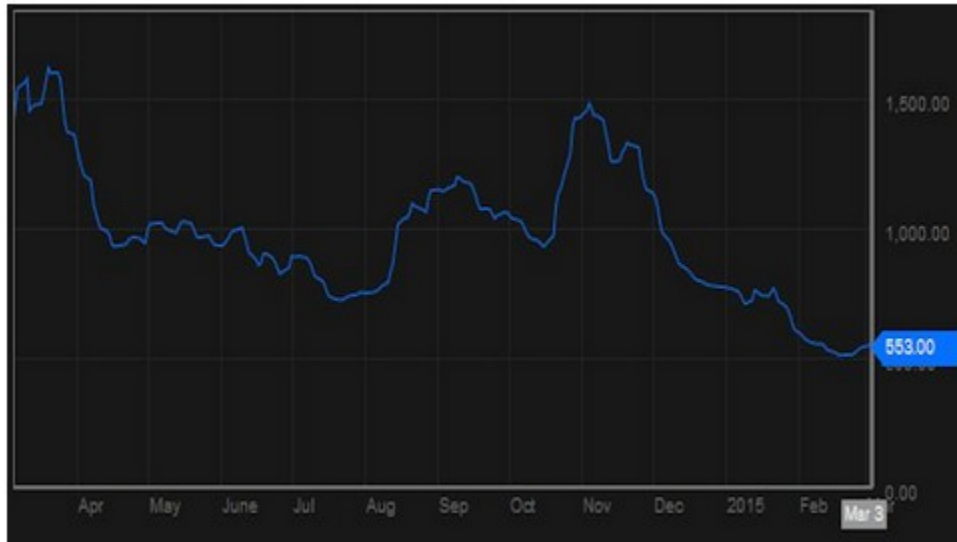
Trafic maritime: le Baltic Dry Index atteint son plus bas niveau depuis 30 ans (11.02.2015)

Crashdebug.fr Écrit par Folamour 6 mars 2015

Pierre Jovanovic en parlait dans sa revue de presse, aussi j'ai un peu regardé. En fait, la vidéo date de février 2015, mais le graphique en bas est à jour (en cliquant dessus vous avez même l'index en temps réel). Alors je ne sais pas si les explications de ce gérant (dans la vidéo) vous conviendront, tout ce que je sais, c'est que pour moi (maintenant que je le connais), c'est aussi un indice à regarder de près... (il repart un tout petit peu du reste) ;)



<http://bfmbusiness.bfmtv.com/mediaplayer/video/trafic-maritime-le-baltic-dry-index-atteint-son-plus-bas-niveau-depuis-30-ans-benjamin-louvet-1102-443216.html>



Le baltic dry index a atteint 553 points au 11 février 2015, son plus bas de 30 ans.

Le Mexique : entre glorifications et silence médiatique

Par Mondialisation.ca Mondialisation.ca, 05 mars 2015 [Investig'Action](#)

Les médias occidentaux nous ont habitués à dépeindre les nations latino-américaines de manière binaire et manichéenne. Il y aurait selon les grands médias comme Le Monde ou El País des gentils et des méchants. Des démocrates et des despotes. Des dirigeants réalistes et des utopistes. Bref, des « analyses » journalistiques souvent biaisées, incomplètes et très souvent mensongères. Dans ce flot médiatique ininterrompu, un pays bénéficie d'un traitement de faveur particulier, c'est le Mexique ! Et pour cause ! Depuis que le pays s'est engagé voilà plus de trente ans sur la voie néolibérale, il n'a cessé d'être encensé par la presse et les gouvernements occidentaux. Libéralisation de l'économie, soumission aux États-Unis, privatisation à marche forcée... Le cocktail du FMI et de la BM a été appliqué à la lettre et ce pour le plus grand bonheur des marchés financiers et des investisseurs étrangers.

L'inféodation du Mexique aux multinationales étrangères a atteint son paroxysme lorsque le 20 décembre 2013, le président Enrique Peña Nieto annonça une réforme constitutionnelle dans le but de privatiser le pétrole du pays au profit d'entreprises étrangères. Pemex, l'entreprise d'État qui conservait jusqu'alors un monopole sur ce pétrole fut vidée de sa substance et

reconvertie en vulgaire sous-traitant du ministère de l'énergie.

Lazaro Cardenas, père de l'État moderne mexicain et qui avait fait du pétrole un bien national inaliénable en écartant les multinationales prédatrices en 1938 a sans doute dû se « retourner dans sa tombe ». Comme vous pouvez l'imaginer, cette décision a provoqué un flot ininterrompu d'applaudissements et de félicitations de la part des multinationales, des marchés financiers, des gouvernements occidentaux et sans oublier des médias. Une nouvelle chasse au pétrole était désormais ouverte. Le Washington Post dans son éditorial du 16 décembre 2013 saluait avec enthousiasme cette réforme du président mexicain :

« Alors que l'économie du Venezuela implose, et que la croissance du Brésil stagne, le Mexique est en train de devenir le producteur de pétrole latino-américain à surveiller et un modèle de la façon dont la démocratie peut aider un pays en développement ».

Ou encore le Financial Times qui chantait les louanges de cette initiative du président : « *le vote historique du Mexique en faveur de l'ouverture de son secteur pétrolier et gazier aux investissements privés, après soixante-quinze ans de soumission au joug de l'État* ».



Photomontage par BAF.F ! pour Investig'Action

Faire du pétrole, ressource stratégique mondiale un bien public au service du peuple s'apparente selon le Financial Times à « une soumission au joug de l'État ». Pas très étonnant au fond de la part d'un journal libéral. Mais il aurait quand même pu s'efforcer de montrer le développement impulsé par l'État après que ce dernier ait pris les rênes de l'industrie pétrolière. Ce fait important dans l'histoire du Mexique a été passé aux oubliettes.

Sur le plan économique, afin de justifier sa décision de privatiser le pétrole, l'argument du président Nieto a consisté à répéter ce que disent constamment les libéraux quand il s'agit de privatiser des pans entiers du secteur public. « L'État n'a plus les moyens », « il faut dégraisser le mammoth » en l'occurrence l'État mais aussi et toujours « L'État n'est pas compétent », il faut donc transférer ses activités au secteur privé, plus efficace et qui investira plus nous dit-on.

Mais ces arguments relèvent souvent du mythe. En Argentine par exemple, après que le président Menem eut décidé la privatisation de l'entreprise nationale pétrolière Yacimientos Petroliferos Fiscales (YPF) au profit du

géant espagnol Repsol, très actif en Amérique du Sud. Bilan de cette privatisation : désinvestissement au profit d'une hausse des dividendes versés aux actionnaires, augmentation des prix, déficit de la balance énergétique...

Ce qui en avril 2012 a poussé la présidente Cristina Fernandez de Kirchner, réélue avec 54% des voix l'année précédente à exproprier 51% des actions d'YPF (1) et ce avec l'objectif de rééquilibrer la balance énergétique puis commerciale du pays et d'œuvrer au développement de la nation albiceleste grâce à l'argent des exportations. Sans surprise, les médias sont montés au front comme le Financial Times qui applaudissait la privatisation au Mexique et qui là qualifiait cette expropriation d'acte de « piraterie ». Le gouvernement espagnol de son côté, enragé, a qualifié cette décision d'« arbitraire » et a menacé l'Argentine de représailles. Le deux poids, deux mesures... Un exemple parmi d'autres qui montre la duplicité des médias.

Mais revenons au Mexique. L'enchantement exprimé par la presse capitaliste à l'égard des politiques néolibérales imposés dans la nation aztèque s'accompagne d'un profond silence à propos des impitoyables violations des droits de l'homme. Dans son éditorial cité plus haut, le Washington Post faisait l'éloge de la « démocratie » mexicaine, qui serait selon le journal un atout pour le « développement » du pays. Les médias dominants occidentaux sont-ils vraiment les mieux placés pour parler de démocratie ? Certainement pas. Allons voir la fameuse « démocratie » mexicaine de plus près. Tout d'abord, s'agissant de la privatisation du pétrole, notons que le président Nieto n'a aucunement consulté son peuple sur une réforme pourtant capitale pour l'indépendance économique du Mexique. L'esprit démocratique aurait été d'organiser un référendum sur cette ignoble privatisation. Au lieu de ça, un vote vite fait bien fait à l'Assemblée Nationale et le tour était joué.

Cette réforme faite dans le dos du peuple par une élite politique qui rassemble les trois principaux partis sous le nom de « Pacte pour le Mexique » a une nouvelle fois mis en lumière l'atomisation du débat public et le mépris croissant des élites à l'égard du peuple. Car comme le souligne John Mill Ackerman, chercheur à l'institut de recherches juridiques de l'Université nationale autonome du Mexique (UNAM), le « Pacte a simultanément approfondi le fossé entre le monde politique et la société ». Cette privatisation du pétrole a nourri beaucoup de colère chez le peuple mexicain. Car celle-ci profitera qu'à deux camps : les multinationales

étrangères et l'oligarchie politico-économique nationale au pouvoir. L'enquête annuelle Latinobarometro confirme la tendance autocratique qu'a pris la démocratie mexicaine. Elle révélait en 2013 qu'à peine 21% des Mexicains jugeaient être « satisfaits » de leur démocratie...le pire résultat en Amérique Latine.

Ça, le Washington Post se passe de le dire. Tout comme ce silence sur les relations qu'entretiennent les partis dominants avec les cartels de la drogue. Le récent massacre des 43 étudiants de l'école normale rurale d'Ayotzinapa à Iguala dans l'État de Guerrero est un exemple frappant qui démontre la complicité entre le pouvoir d'État et le pouvoir des cartels. Alors que les étudiants qui avaient manifesté pour la survie de leur école se trouvaient à bord d'un bus, ils furent arrêtés par la police puis emmenés dans un lieu secret pour être remis à une organisation criminelle dans le but de les faire disparaître. Depuis maintenant plusieurs années, les étudiants des écoles normales rurales luttent sans relâche pour faire vivre leurs écoles. En effet, le désengagement de l'État dans les services publics menacent la vie de ces institutions. Des écoles nées au lendemain de la grande révolution mexicaine de 1910-1917. Leurs créations eurent pour objectif d'offrir aux jeunes issus des campagnes l'opportunité de poursuivre des études universitaires. Mais également de permettre aux jeunes instituteurs issus de la classe paysanne de pouvoir enseigner. Ces écoles qui ont une empreinte importante dans la société mexicaine ne cessent de recevoir les foudres des néolibéraux qui veulent faire de l'école non plus un bien public pour tous mais une marchandise comme une autre.



L'État terroriste mexicain a ainsi fait appel aux criminels pour faire disparaître ces étudiants qui devenaient gênant et qui risquaient de contagionner le reste de la société mexicaine, fatiguée d'une caste politique corrompue et violente. Selon Rafael Barajas et Pedro Miguel, journalistes mexicains, la connivence entre le pouvoir politique et les barons de la drogue fait du Mexique un « narco-Etat ». Cet acoquinement entre les deux pouvoirs, intimement liés, s'explique notamment par leur dépendance mutuelle.

En effet, selon l'agence de sécurité Kroll, ce sont entre 25 et 40 milliards de dollars provenant de la drogue qui alimenteraient l'économie mexicaine. Un argent indispensable pour un État néolibéral où le secteur financier occupe une place prépondérante. Une somme plus importante que celles tirées des exportations de pétrole qui représente 25 milliards de dollars. L'État mexicain ne peut donc plus vivre sans cet argent provenant de la drogue. On comprend tout de suite mieux pourquoi l'impunité envers les organisations criminelles est de mise. Comme le souligne les journalistes mexicains, « les narcotrafiquants ne peuvent agir sans la coopération des hommes politiques et des fonctionnaires à tous les niveaux ». Et le président Nieto est loin d'être épargné. Une partie de la presse a en effet révélé le lien potentiel entre ce dernier et les narcotrafiquants. Il aurait reçu toujours selon les informations de la presse mexicaine des millions de dollars afin de financer sa campagne

électorale, une des plus dispendieuses de l'histoire. (2)

Enfin, notons la terrible répression policière et militaire qui s'abat en permanence sur ceux qui osent défier l'ordre injuste et violent qui prévaut au Mexique. Une des cibles privilégiées des différents pouvoirs en place a été les journalistes. Depuis 2010, plus de 100 d'entre eux ont été assassinés, 12 dans le seul État de Guerrero, là où ont disparus les étudiants.(3)

Critiquer le pouvoir en place ou pire oser révéler ses liens avec les barons de la drogue, c'est s'auto-condamner à la mort. Être journaliste critique du pouvoir dans ce pays, c'est vivre avec la peur. La peur de l'enlèvement, le peur du viol, la peur de la mort. Dans un reportage réalisé par la chaîne d'information Telesur dans l'État de Guerrero, une journaliste témoigne (4) : *« l'État de Guerrero est un État très compliqué. Tu peux être menacé par les narcotrafiquants, par le maire, par les militaires... Tu n'as aucune garantie »*, avant de dénoncer la complicité des médias dominants mexicains avec le pouvoir notamment au sujet d'Ayotzinapa : *« La télévision est devenu le moyen par lequel le pouvoir se légitime »*.

Aujourd'hui au Mexique, le simple fait de revendiquer tel ou tel droit en allant manifester est suffisant pour se retrouver soit derrière les barreaux soit dans une des centaines de fosses communes que l'on trouve dans le pays. L'insécurité règne et le pouvoir installe une peur quotidienne. Et les chiffres sont là (5) :

57 899, c'est le nombre d'enquêtes préliminaires pour homicide volontaire ouverte depuis l'arrivée au pouvoir d'Enrique Peña Nieto le 1er décembre 2012. Le nouveau président mexicain est lui un habitué des répressions. Lorsqu'il était gouverneur de l'Etat de Mexico, il avait donné l'ordre en 2006 de mater les manifestants de San Salvador Atenco qui luttèrent pour ne pas être expulsés de leur terre. Cette violence impitoyable s'applique également envers ceux (qui ne pensent pas ou) qui osent montrer leur désaccord politique et idéologique avec le pouvoir en place. En août 2014, l'organisation Nestora Libre qui défend les prisonniers politiques a annoncé que plus de 350 personnes avaient été mis derrière les barreaux depuis décembre 2012, et ce pour des motifs politiques.

Face à ce constat alarmant, doit-on encore considérer le Mexique comme un pays démocratique où règne un État de droit ? Cet État terroriste, présidé par

un homme tout aussi violent et cruel ne semble pas déranger certains présidents occidentaux. En effet, la France lui a remis récemment la grand-croix de la Légion d'honneur. Elle faisait ainsi honneur à la politique néolibérale impulsée par le président Nieto. Comme dans le cas du Pérou qui s'est montré très complaisant avec les multinationales, la France tout comme la majorité des pays impérialistes et néocoloniaux a décidé de fermer les yeux sur les atrocités qui secouent le Mexique. La presse également même si elle a évoqué les événements d'Ayotzinapa, est restée discrète sur les liaisons qui unissent l'État mexicain et les narcotrafiquants. Cela signifie la chose suivante : tant qu'un pays sert les intérêts économiques, énergétiques, géopolitiques des multinationales, alors il pourra commettre les pires exactions, assassiner à tout va, torturer comme bon lui semble, emprisonner arbitrairement, il ne sera jamais épinglé par ni par les gouvernements ni par les médias occidentaux.

Comme l'affirmait le secrétaire d'État états-unien Henry Kissinger : « les grandes puissances n'ont pas de principes, juste des intérêts ». Le cas du Mexique en est le parfait exemple.

ILS ONT ESSAYÉ DE NOUS ENTERRER.
ILS NE SAVAIENT PAS
QUE NOUS ÉTIONS DES GRAINES.
-Proverbe mexicain-
”

Ayotzinapa : chronique d'une disparition annoncée

Voilà maintenant six mois que les 43 étudiants de l'école normale rurale d'Ayotzinapa ont disparu. Une disparition que beaucoup au Mexique, des organisations indigènes aux mouvements étudiants imputent à l'État

mexicain et aux narcotrafiquants. Ces deux entités sont en effet accusées d'avoir collaboré pour faire disparaître ces étudiants gênants. Nous vous proposons ici de revenir chronologiquement sur les dates clés et les faits marquants de cette tragédie.

26 septembre 2014 : Par manque de moyens dus aux politiques néolibérales qui ont pour conséquence le désengagement de l'État, les étudiants de l'école d'Ayotzinapa réquisitionnent deux bus pour pouvoir réaliser leur travail d'observation dans des écoles primaires du village pour pouvoir ensuite participer à la commémoration du massacre du 2 octobre 1968*. La police municipale de la ville d'Iguala dans l'État de Guerrero où se trouve l'école d'Ayotzinapa sur les ordres du maire José Luis Abarca tire à quatre reprises sur les étudiants. Bilan : 6 morts et 43 disparus.

7 octobre 2014 : Soit onze jours après la disparition des étudiants, le président Enrique Peña Nieto s'exprime pour la première fois. Il promet que toute la lumière sera faite sur la disparition des étudiants et que les auteurs seront punis.

30 septembre 2014 : 22 policiers sont arrêtés et sont soupçonnés d'avoir participé à l'assassinat de 6 personnes à Iguala. Ils seront jugés pour homicide.

4 octobre 2014 : 16 fosses clandestines sont localisées à Iguala. On découvre par la suite que ces fosses contiennent 28 corps.

5 octobre 2014 : Luis Abarca, le maire d'Iguala s'enfuit avec sa femme.

10 octobre 2014 : 4 autres personnes sont arrêtées suite à la disparition des étudiants d'Ayotzinapa et 4 nouvelles fosses communes ont été localisées.

17 octobre 2014 : Les chiffres connus indiquent que 36 policiers municipaux sont détenus ainsi que 17 membres du crime organisé. 3 nouvelles fosses ont été découvertes à Iguala.

22 octobre 2014 : Nouvelle piste : José Luis Abarca et sa femme ont agi en complicité avec le groupe criminel des narcotrafiquants, le cartel Guerreros Unidos. La femme du maire et la sœur font partie des responsables du cartel.

4 novembre 2014 : Arrestation de José Luis Abarca et de sa femme dans une maison de Mexico City.

7 novembre 2014 : Les familles des disparus s'expriment : ils considèrent

que par manque de preuves leurs enfants sont vivants. Les corps n'ont cependant jamais été localisés. Ils décident de ne pas abandonner le combat malgré que le gouvernement affirme que les étudiants sont morts.

8 novembre 2014 : Des centaines de personnes manifestent à Mexico City lors d'une journée nationale de protestation. La police arrête ce jour-là 18 personnes. Parmi eux se trouvent des étudiants d'Ayotzinapa, de l'Institut polytechnique nationale, de l'Institut technologique de Monterrey accompagnés d'acteurs de cinéma mexicains.

13 février 2015 : La Commission Inter-américaine des droits de l'homme (CIDH) décide d'enquêter sur la disparition des étudiants.

Mars 2015 : Pour le moment, les étudiants d'Ayotzinapa n'ont toujours pas été retrouvés.

Tarik Bouafia

Source : cet article fait partie du Dossier Ayotzinapa du Journal de Notre Amérique n°2, Investig'Action, mars 2015

[\[Pétrole au Québec\] : Les initiés de Junex font preuve d'optimisme](#)

Publié le 05/03/2015

[Ce pétrole n'est sûrement pas rentable au prix actuel du marché. C'est un pétrole qui, une fois extrait, est transporté par camion citerne (coûteux et inefficace) jusqu'à la raffinerie la plus proche (au Nouveau-Brunswick si mes souvenirs sont exact).]

Junex (Tor., JNX) a complété le premier puits horizontal d'exploration pétrolière de l'industrie dans l'est du Québec. En décembre, elle a en effet achevé le forage du puits Galt no 4, situé à 20 km à l'ouest de la ville de Gaspé, mais une montée de pression avait entraîné sa fermeture à la fin de janvier. Les données recueillies par l'entreprise indiquaient qu'une accumulation rapide de la pression s'était produite à l'intérieur du puits et que le niveau de pétrole y était demeuré stable. La société de Québec avait annoncé une reprise des essais de production au début de février après un ajustement de l'équipement visant une extraction de pétrole à un débit supérieur aux **161 barils de pétrole par jour (bpj) précédemment enregistrés. Le 23 février, l'entreprise a annoncé ses résultats, déclarant avoir enregistré un débit de production constant de**

316 bpj durant les cinq derniers jours de sa plus récente phase d'essais de production.

En janvier, Peter Dorrins, président et chef de la direction de Junex, a signalé que selon leurs calculs, « il s'agit d'un débit de production de pétrole commercial même aux prix actuels du pétrole ». Il a réitéré cette évaluation lors de la présentation des résultats des tests de la fin février.

Junex détient une participation de 70 % dans la propriété de Galt et de 100 % dans les permis adjacents. La prochaine phase de son programme, sous réserve de financement, inclut le forage du puits Galt no 5 horizontal. Junex détient également des droits d'exploration sur 233 275 acres nettes sur l'île d'Anticosti, en plus de ceux sur le Shale d'Utica situé dans les basses-terres du Saint-Laurent. Cependant, en réponse à un rapport publié en décembre dans le cadre d'une évaluation environnementale stratégique (ÉES) visant l'ensemble de l'industrie, le gouvernement du Québec a déclaré ne pas avoir l'intention de fournir des approbations de développement dans les basses-terres du Saint-Laurent, une région englobant des zones densément peuplées.

Le reste de l'ÉES est prévu pour plus tard cette année. L'industrie espère sans doute que l'évaluation se déroulera mieux pour les zones pétrolières moins peuplées du Québec, incluant l'île d'Anticosti et Gaspé. La réaction des intervenants communautaires à l'égard du puits no 4 sera certainement surveillée par les responsables en matière d'environnement qui, jusqu'à présent, ont adopté la ligne dure envers la fracturation hydraulique dans les régions où l'opinion publique est peu réceptive. Si le feu vert est donné à la fracturation dans l'est du Québec à long terme, Junex devrait en bénéficier.

Un administrateur achète

Un administrateur ayant récemment acheté des titres de l'entreprise serait satisfait d'un tel résultat.

Depuis le 23 décembre, André Caillé, administrateur de la société et ancien président d'**Hydro-Québec**, a acheté 100 000 actions en Bourse à un prix

moyen de 49 cents. Son acquisition la plus récente date du 9 février, tandis qu'il a acheté 10 000 actions au prix de 84 cents. M. Caillé est aussi un initié de la **Banque Nationale**.

La détention directe et indirecte de titres de Junex par ses dirigeants et administrateurs est supérieure à la médiane, en comparaison avec d'autres actions à faible capitalisation dans le secteur de l'énergie.